

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**N° 559**

**Nov. - Déc. 2025**

62e année -1,5 € / 3 CHF /  
£ 1,5 / 10 DA / 1,5 DT / 5 DH  
/ 300 CFA / 1,5 \$ CAD

## DANS CE NUMERO

- Etats-Unis. Les grandes manifestations-promenade n'arrêterons pas les attaques anti-prolétariennes
- Cours de l'impérialisme mondial (Rapport à la RG 11-12/9/2025)
- Algérie. De la révolution anticoloniale à la révolution prolétarienne
- Italie. 2 août 1980: le terrorisme de la contre-révolution continuait à frapper
- Pourquoi nous appelons-nous «parti communiste international» ?
- Avis aux internautes et aux lecteurs
- Tunisie. A Gabès le capitalisme empoisonne

## Massacres au Soudan

La prise, le 26 octobre, de la grande ville de El-Fasher au Darfour par les RSF (« Forces de Soutien Rapide » du général Mohamed Hamdan Dogolo, dit Hemetti), au bout de deux ans de siège, a été suivie du massacre de milliers de civils (notamment dans les hôpitaux). Leurs adversaires, les Forces Armées Soudanaises (SAF), ont été également convaincues de nettoyage ethnique, massacres de civils et viols au Darfour et dans d'autres provinces.

Devant le retentissement international des massacres d'El-Fasher, Hemetti a fait arrêter un commandant des RSF qui s'était vanté sur le réseau TikTok d'avoir tué plus de 2000 civils. Mais cette mesure n'est rien d'autre que de la poudre aux yeux, les RSF ayant commis d'autres exactions contre les civils dans les affrontements en cours, comme à El-Geneina, l'attaque de camps de réfugiés, le blocage de convois humanitaires, etc. ; elles traînent en outre derrière elles une sanglante histoire de massacres depuis leur création.

Recrutées parmi une ethnie musulmane du Darfour, elles furent créées sous le nom de *Janjaweed* par le dicta-

( Suite en page 2 )

## 10 ans après les attentats de Paris De Paris à Gaza, du Soudan au Congo, de la Russie à l'Ukraine, le prolétariat n'a qu'un seul ennemi : le capitalisme !

Dix ans après les attentats de Paris, la bourgeoisie française commémore solennellement ses victimes et répète sans cesse : « Nous sommes en guerre ».

Mais cette « guerre » n'a jamais eu pour but de défendre la population. Il s'agit depuis des décennies de la guerre de l'impérialisme français, une guerre menée à l'étranger pour les marchés et l'influence, et une guerre menée à l'intérieur contre le prolétariat. À l'occasion de cet anniversaire, la classe dirigeante française appelle une fois de plus à « l'unité nationale », invitant les travailleurs à s'unir derrière le drapeau tricolore et à oublier qui les exploite quotidiennement et qui participe directement aux massacres que les médias cachent systématiquement.

L'impérialisme français commémore les victimes à Paris tout en contribuant aux massacres à l'étranger. L'impérialisme français se présente comme le protecteur de la « civilisation » contre la « barbarie ». Mais partout où il défend ses intérêts, la destruction et la mort suivent.

Au cours de la dernière décennie, il a été impliqué, directement ou indirectement, dans des conflits et des interventions qui ont fait des centaines de milliers de victimes. Les exportations d'armes, la formation militaire, le soutien diplomatique, les alliances avec les puissances régionales et la participation aux missions de l'OTAN ont tous contribué

( Suite en page 2 )

## Manifestations de la génération Z : Ce n'est pas « la jeunesse » qui renversera le capitalisme mais le prolétariat unifié derrière son parti de classe

Depuis l'automne 2025, le lieu commun médiatique d'une « révolution de la génération Z » ne cesse de gagner du terrain, alimenté par les multiples révoltes qui, du Népal au Maroc, de Madagascar à l'Indonésie, du Pérou au Kenya, font trembler les piliers vermoulus de sociétés bourgeoises « périphériques », relativement jeunes dans leur trajectoire historique, et dont, par conséquent, les moyens de contrôle démocratique sont loin d'égaliser la force mystificatrice de leurs aînées. C'est au point qu'au Népal et à Madagascar, tout comme au Bangladesh à l'été 2024, ces révoltes sont parvenues à renverser les gouvernements en place, non sans bénéficier du soutien de l'armée qui reste le véritable maître du jeu. La multiplication des révoltes et la radicalité des

moyens d'action, avec de fréquentes luttes insurrectionnelles contre les forces de police et l'incendie de bâtiments qui symbolisent le pouvoir honni, ont fait dire à certains groupes dits d'extrême gauche (1), jamais les derniers en ma-

( Suite en page 5 )

### Belgique : Lutte contre le gouvernement Arizona

Le manque de place dans ce n° du *prolétaire* nous oblige à reporter un article sur les manifestations et grèves contre le gouvernement Arizona. Nous invitons nos lecteurs à consulter notre site [www.pcint.org](http://www.pcint.org) pour lire notre analyse du mouvement.

## **Bataclan: 10 ans après les attentats de Paris**

( Suite de la page 1 )

à la poursuite des guerres et des massacres sur plusieurs continents.

Honorer les victimes de Paris tout en gardant le silence sur les victimes de l'impérialisme français n'est pas un hommage, c'est un **mensonge**.

La chaîne mondiale des massacres – tous commis au nom du capitalisme :

**Gaza (2023-2025) :** Des dizaines de milliers de personnes tuées sous les bombes et le siège, avec la complicité diplomatique, militaire et politique de la France.

**El-Geneina, Soudan (2023-2024) :** L'un des massacres les plus horribles de la décennie : des quartiers entiers rayés de la carte, des meurtres ethniques, des fosses communes, des déplacements massifs – et le silence total des puissances occidentales.

**El-Fasher, Soudan (2025) :** Après deux ans de siège, la chute de la ville a été suivie de meurtres dans les hôpitaux, d'exécutions de civils et d'une famine, un autre crime commis sous le regard indifférent des puissances impérialistes.

**Est du Congo (Ituri, Nord-Kivu) :** Depuis vingt ans, les massacres se poursuivent dans l'est du Congo, riche en minerais, où des groupes armés et des milices opèrent dans le cadre d'un système façonné par le capital minier mondial. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées, des millions déplacées, sans qu'aucune « marche de solidarité » occidentale ne soit organisée.

**Guerre Russo-Ukrainienne (2022-2025) :** le nombre des morts et blessés, militaires et civils, est estimé à un million de personnes, avec l'implication directe ou indirecte des différentes puissances impérialistes

Ces massacres ne sont pas des « tragédies étrangères ». Ils sont la réalité quotidienne du capitalisme, et l'impérialisme français, comme toutes les puissances impérialistes, fait partie de la machine qui les produit.

**LE TERRORISME EST UN  
PRODUIT DE L'IMPÉRIALISME,  
ET NON SON ENNEMI**

Les attentats djihadistes de 2015 et 2025 ne sont pas tombés du ciel. Ils sont le résultat de la dévastation causée par quarante ans d'intervention impérialiste au Moyen-Orient et en Afrique. Ils sont l'ombre projetée par les bombes,

les coups d'État, les sanctions et les guerres par procuration imposées par les grands États capitalistes. Lorsque les politiciens français déclarent « Nous sommes en guerre », ils oublient de mentionner qu'ils étaient déjà en guerre – bien avant que le premier coup de feu ne soit tiré à Paris.

**L'UNITÉ NATIONALE EST  
UN PIÈGE POUR LES  
TRAVAILLEURS**

En ce jour anniversaire, la classe dirigeante française appelle à l'unité nationale. Mais l'unité derrière l'État signifie l'unité derrière : - l'armée déployée à l'étranger, - la police déployée dans les quartiers populaires, - les patrons qui exploitent les travailleurs, - les partis qui défendent les intérêts capitalistes.

Le prolétariat n'a rien à gagner de cette unité. La bourgeoisie commémore les morts de Paris, mais jamais ceux de Gaza, d'El-Geneina, d'El-Fasher ou du Congo. Pour les dirigeants, la valeur d'une victime dépend entièrement de la géographie.

**LE PROLÉTARIAT FRANÇAIS  
DOIT REFUSER D'ÊTRE  
ENRÔLÉ DERRIÈRE « SON »  
IMPÉRIALISME**

On demande aux travailleurs fran-

çais de pleurer, de se taire et de soutenir l'État. Mais ce même État : baisse les salaires, détruit les services publics, criminalise les grèves, réprime les manifestations, et prépare de nouveaux budgets militaires, de nouvelles interventions à l'étranger et une nouvelle guerre générale.

Le prolétariat ne doit pas s'unir à ses exploiters. Il doit s'unir aux victimes du même système en France, au Soudan, en Palestine, au Congo, en Russie et en Ukraine, partout.

**UN MÊME ENNEMI,  
UN MÊME SYSTÈME,  
UNE SEULE SOLUTION**

Les massacres de Paris, Gaza, El-Geneina, El-Fasher, du Congo de l'Ukraine ont tous la même origine : le système capitaliste mondial, qui engendre des guerres à l'étranger et la répression à domicile. Il n'y a pas d'issue « pacifique » ou « démocratique ». Il n'y a pas de camp bourgeois à soutenir. Il n'y a pas de salut national. La seule voie à suivre est : la lutte de classe internationale du prolétariat, le parti de classe qui centralise et organise cette lutte, et la révolution communiste qui seule peut mettre fin à la barbarie capitaliste.

- **Non aux guerres impérialistes !**
- **Non à l'unité nationale !**
- **Pour la lutte de classe internationale !**
- **Pour le parti de classe !**
- **Pour la révolution communiste !**

14/11/2025



## **Massacres au Soudan**

( Suite de la page 1 )

teur El-Béchir pour combattre les organisations rebelles au Darfour même, comme dans le sud du pays. Elles se rendirent alors coupables de multiples tueries envers les populations noires. Elles réprimèrent aussi violemment les manifestations urbaines de 2013, en causant des centaines de morts et de blessés parmi les manifestants qui protestaient contre les mesures d'austérité gouvernementales.

**LA REVOLTE DE 2018-2019**

Le 11 avril 2019, lors du grand mouvement de révolte commencé quelques mois plus tôt contre le régime de el-Béchir, les RSF, conjointement avec les SAF (les troupes régulières de l'armée), renversèrent le dictateur, qui était au pouvoir depuis 30 ans. Après discus-

sion avec les forces d'opposition rassemblées dans les FFC (Forces de la Liberté et du Changement), ils constituèrent un Comité Militaire de Transition (TMC) pour diriger le pays : il s'agissait de préserver l'ordre bourgeois ébranlé par les manifestations et les émeutes contre la dictature.

Bien que les militaires du TMC aient à plusieurs reprises violemment réprimé les manifestations qui se poursuivaient, massacrant des centaines de personnes, les opposants démocrates des FFC signaient en juillet avec eux une « déclaration constitutionnelle » en vue d'un retour à un gouvernement civil. Présentée comme une victoire de la « révolution soudanaise » cette déclaration était en fait le résultat de négociations discrètes menées sous l'égide des États-Unis, de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et de la Grande-Bretagne (l'ancienne puissance coloniale). Fina-

lement après de difficiles négociations accompagnées de répression brutale, un premier ministre civil, Abdallah Hamdok, était désigné tandis que le président était le général al-Burhan, le chef des SAF, et Hemetti, le vice-président du gouvernement provisoire.

Pendant la durée de son existence ce gouvernement provisoire put mener à bien une série d'attaques anti-prolétaires destinées à restaurer la bonne marche du capitalisme soudanais, comme la suppression des subventions aux produits de première nécessité ; mais quand la détérioration continue de leur situation recommença à pousser les masses à la lutte en dépit de l'action lénifiante des démocrates, al-Burhan et Hemetti dissolvaient le 25 octobre 2021 le gouvernement, arrêtaient le premier ministre et les chefs des partis d'opposition et déclaraient l'état d'urgence...

Mais si al-Burhan et Hemetti étaient parfaitement d'accord pour tourner le dos aux accords conclus avec les démocrates et mettre fin à la dite «révolution», ils représentaient des intérêts politico-économiques différents ; les SAF, appuyées par les forces islamiques qui avaient soutenu le régime d'el-Béchir, voulaient englober les RSF dans l'armée et mettre ainsi fin à leur mainmise sur une partie de la production d'or et sur les divers trafics qu'elles avaient mis sur pied. Les différends entre ces deux anciens piliers du régime dictatorial s'exacerbèrent au point de se transformer en guerre ouverte en 2023 et il existe aujourd'hui deux gouvernements rivaux contrôlant chacun une partie du pays.

Les affrontements ont entraîné d'importantes destructions des infrastructures, ruiné l'économie, causé des dizaines de milliers de victimes, provoqué le déplacement de près de 12 millions de personnes dont 3 millions dans les pays voisins (sur une population totale de 40 millions environ). Ils ont aussi suscité une crise économique au Soudan du Sud en raison de l'interruption des exportations de pétrole qui sont la principale source de richesse de ce pays, mais qui doivent passer par le Soudan.

### **LE SOUDAN, LES ETATS VOISINS ET LES IMPERIALISMES**

Lors de la révolte des masses soudanaises, les Etats de la région et les impérialismes se sont empressés pour travailler au maintien de l'ordre dans ce pays qui occupe une place stratégique dans une région troublée, notamment en accordant des prêts généreux au TMC puis au gouvernement provisoire. Les acteurs les plus puissants se sont précipités au chevet de l'ordre bourgeois au

Soudan : Etats-Unis, Egypte, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis ont été au premier rang, oubliant un moment leurs rivalités, le risque de contagion qu'aurait causé le renversement du pouvoir militaire étant trop grand. La menace de la révolte des masses une fois écartée, chaque Etat se mit à aider suivant ses propres intérêts l'une ou l'autre des parties en conflit.

L'Egypte, qui aspire historiquement à faire passer le Soudan dans son orbite, soutient à fond les SAF sur le plan militaire ; de même la Russie qui n'a pas oublié les promesses de el-Béchir de lui accorder la possibilité d'établir une base navale à Port Soudan : elle se fait le porte-parole au niveau diplomatique des SAF qui contrôlent cette ville, même si dans un premier temps les mercenaires russes de Wagner collaboraient avec les RSF. La Turquie s'est rangée officiellement du côté des SAF qu'elle fournit en drones, ainsi que l'Iran, tandis que l'Arabie Saoudite qui a d'importants intérêts au Soudan, affecte de rester neutre.

De l'autre côté les Emirats arabes unis sont le principal soutien des RSF avec qui les liens sont nombreux ; le Tchad, la Somalie et la partie de la Libye sous contrôle du Maréchal Haftar sont les pays par lesquels transitent mercenaires et armes pour les RSF (avec une implication ukrainienne). Celles-ci sont également soutenues par le Kenya, le Soudan du Sud et l'Ethiopie, éternelle rivale de l'Egypte.

Pour ce qui est des impérialismes occidentaux, BNP-Paribas, la plus grande banque française, était devenue la « banque centrale de facto » du Soudan à l'époque où le régime de el-Béchir était accusé de génocide au Darfour (pour la BNP les massacres fournissaient une occasion rêvée d'accroître ses profits), mais il ne semble pas qu'elle ait continué son activité après la chute du régime. L'Union Européenne a décrété depuis des années un embargo sur les armes à destination du Soudan, et l'ONU un embargo plus limité sur les armes à destination du Darfour, mais ces embargos ne sont pas strictement appliqués comme en témoigne la présence d'armements français, bulgares et chinois entre les mains des combattants des RSF ; selon l'opinion générale ces armes sont livrées par l'intermédiaire des Emirats. Lorsqu'on sait que les Emirats arabes unis sont des gros investisseurs en Grande-Bretagne et en France (avec qui ils ont d'importantes relations économiques et militaires), que leurs relations économiques avec l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne sont également très importantes, on comprend pourquoi sur la question du Soudan, Londres fait pression sur les Etats africains tentés de les

dénoncer, et Paris, Berlin, Rome et Madrid comme Pékin (premier partenaire commercial des Emirats) se refusent à les critiquer. Par ailleurs l'Union Européenne a accordé des subventions aux RSF pour qu'elles bloquent les migrants cherchant à se diriger vers l'Europe. Comment alors s'étonner que les Etats européens fassent le silence sur le soutien des Emirats aux RSF ?

Les Etats-Unis pour leur part n'ont guère hésité à critiquer l'implication des Emirats dans la guerre civile au Soudan, même si ils y possèdent plusieurs bases militaires et s'ils ont avec eux plusieurs accords bilatéraux en matière de sécurité et de « lutte contre le terrorisme ». Ils n'ont pas pris parti dans le conflit entre les FSR et les SAF appelant seulement à un cessez le feu par l'intermédiaire du « Quad » (qui regroupe les Etats-Unis, l'Egypte, l'Arabie Saoudite et les Emirats) : le plus important pour eux est d'écarter tout risque de « déstabilisation » de la région.

### **LEÇON CRUCIALE : LE PIEGE MORTEL DU DEMOCRATISME INTERCLASSISTE**

Le Soudan a connu un grand mouvement de révolte à partir de la fin 2018 contre le régime dictatorial qui imposait des mesures d'austérité drastiques pour rétablir la bonne santé du capitalisme ; ce mouvement, qui venait après celui de 2013, a vu des masses très nombreuses entrer en lutte et braver courageusement la répression. Il a contraint les autorités militaires à se débarrasser du dictateur et de quelques-uns de ses affidés et il a semé l'effroi parmi les dirigeants des pays de la région. Si imposant qu'il soit sur le plan numérique, il n'est cependant pas allé plus loin qu'un ravalement de façade de l'ordre bourgeois : la prétendue « révolution » n'a débouché que sur de très pâles et très temporaires concessions de la part des anciens acteurs du régime d'el-Béchir avant que soit écrasée toute possibilité ultérieure de révolte. La responsabilité du décalage entre la puissance apparente du mouvement de masse et la vacuité de ses résultats, tant sur le plan politique que même sur le plan des revendications économiques immédiates, s'explique par l'orientation démocratique et pacifiste que lui ont donné les courants petits bourgeois qui s'étaient trouvés « naturellement » à sa tête. Ces derniers n'ont jamais eu d'autre but que de négocier, y compris en espérant l'appui des « Démocraties » impérialistes, le passage à un gouvernement civil parlementaire, comme si c'était pour cet objectif misérable que des milliers de

( Suite en page 4)

## Massacres au Soudan

( Suite de la page 3 )

manifestants avaient versé leur sang et donné leur vie ! La classe ouvrière est sans aucun doute numériquement faible et étouffée par les décennies de dictature, mais elle existe néanmoins. Cependant au lieu d'être le moteur et le dirigeant de la révolte, elle n'a agi durant toute cette période que comme une composante indifférenciée du « peuple » aux côtés des autres classes : c'est ce que prescrivaient les chefs des nouveaux syndicats et le Parti Communiste Soudanais. Ce dernier, qui n'a jamais eu de

communiste que le nom, était même partisan d'une loi imposant des restrictions aux libertés syndicales pour ne pas compromettre l'union avec la bourgeoisie !

Cette orientation interclassiste, démocratique et pacifiste qui sacrifiait les intérêts prolétariens, ne pouvait que stériliser la révolte, faciliter la répression et laisser toute latitude à la bourgeoisie pour reprendre solidement la situation en main dès le premier reflux du mouvement. L'interclassisme est toujours synonyme de défaite des mouvements, même les plus imposants, de protestation et de révolte des masses. Dans la situation d'un pays très pauvre comme celui du Soudan où les amortisseurs sociaux sont inexistants, la reprise en main ne peut être que très brutale et la

dictature de la bourgeoisie s'imposer sans fard. Mais cette amère leçon est valable pour tous les pays : si le prolétariat ne veut pas être éternellement le jouet de la bourgeoisie, s'il ne veut pas sortir écrasé des plus grands mouvements de révolte, il lui faut s'organiser et lutter sur une base indépendante de classe sans se laisser égarer par les sirènes de l'« unité populaire », il lui faut reconstituer son parti de classe, seul capable de le mener et derrière lui, la masse des opprimés et des exploités, à la victoire finale contre le capitalisme.

Alors prendra fin l'interminable série de massacres de cet ordre bourgeois sanguinaire et seront vengées toutes ses innombrables victimes.

12/11/2025



## Etats-Unis : les grandes manifestations-promenade ne pourront jamais arrêter les attaques anti-prolétariennes

Les manifestations « No Kings » du 18 octobre ont constitué peut-être la plus grande journée de protestation de l'histoire des Etats-Unis : 2700 rassemblements dans tout le pays avec 5 à 7 millions de participants malgré les déclarations de la presse trumpiste et des officiels qui voulaient effrayer les participants éventuels en qualifiant les organisateurs de « terroristes », en prévoyant des troubles et en annonçant la mobilisation du FBI pour s'opposer au « chaos ». Cette journée faisait suite à des manifestations similaires comme les protestations « No Kings » au mois de juin qui ont été également massives et d'autres auparavant.

L'ampleur de ces protestations sont le signe de l'hostilité d'une large partie de la population américaine envers la politique réactionnaire de l'administration Trump : coupes dans les dépenses sociales, licenciements de milliers d'employés de l'Etat, attaques généralisées contre les prolétaires sans-papiers, etc ; le « shutdown » a signifié la mise en chômage technique (*furlough*) de dizaines de milliers de fonctionnaires, la suspension des bons alimentaires qui permettent à plus de 40 millions de prolétaires et de leur familles de se nourrir, etc. Cette politique anti-prolétarienne s'accompagne d'un autoritarisme débridé dont les pratiques des services de l'immigration, « ICE », en sont l'illustration : les agents de l'ICE, masqués et lourdement armés, organisent des raids dans les quartiers où vivent les travailleurs immigrés, arrêtant et kidnappant ceux qui n'ont pas de papiers en règle.

### LA LUTTE CONTRE LES PROLÉTAIRES SANS-PAPIERS

L'activité de l'ICE est officiellement la protection du pays contre les terroristes et les réseaux criminels transnationaux, puis elle a été étendue à la lutte contre les étrangers accusés de délits plus ou moins graves. Le gouvernement

Trump a fait de l'ICE l'outil de la lutte contre l'immigration « clandestine » qui est une de ses priorités affichées ; son budget a été multiplié par trois, notamment pour recruter 10 000 agents supplémentaires d'ici 2029 (cela porterait le nombre de ses employés à 30 000 contre 38 000 pour le FBI), construire de nouveaux centres de détention pour les étrangers en attente d'expulsions, etc. – et bien sûr le financement de l'ICE n'a pas été interrompu pendant le shutdown...

L'objectif réel de cette campagne n'est pas d'expulser les 12 millions environ de travailleurs sans-papiers – ils sont indispensables au fonctionnement du capitalisme américain – mais de les terroriser et avec eux les travailleurs étrangers en général, pour les soumettre encore davantage aux exigences patronales. Il s'agit aussi d'accroître le fossé entre travailleurs étrangers sans-papiers et travailleurs américains dont la politique gouvernementale aurait pour but de « protéger » les emplois contre la concurrence de ceux-ci. Mais l'Etat bourgeois ne protège que les profits des capitalistes ! Les sans-papiers sont les travailleurs les plus vulnérables ; les autres prolétaires ne doivent pas laisser à la merci des patrons et de leur Etat cette fraction du prolétariat car cela revient à renforcer l'ennemi de classe. La soli-

darité avec les sans-papiers n'est pas un impératif humanitaire ou démocratique, c'est une exigence immédiate de la lutte contre le capitalisme qui nécessite l'union la plus large des prolétaires.

### CAMPAGNE CONTRE « L'ENNEMI INTÉRIEUR »

Parallèlement aux exactions spectaculaires de l'ICE, véritable police de l'immigration contre les prolétaires sans-papiers, l'administration Trump a mobilisé les militaires de la Garde Nationale sous le prétexte de maintenir l'ordre, soit face aux manifestations contre l'ICE (Los Angeles), soit face à la criminalité (Chicago, Portland, Washington). Si pour l'instant cette mobilisation n'a servi en fait que d'arme politique pour essayer de montrer l'incapacité des Gouverneurs Démocrates (en théorie seuls les Gouverneurs sont habilités à mettre en action la GN), elle est cependant significative du climat répressif croissant aux Etats-Unis.

C'est ainsi que l'assassinat le 11 septembre de Charlie Kirk, « influenceur » ultra-réactionnaire qui jouait un rôle majeur dans la mobilisation de jeunes en faveur de Trump, a été immédiatement mis sur le compte de la « gauche radicale » par ce dernier. Une vaste campagne contre l'« ennemi intérieur » a été déclenchée : depuis les appels à la délation de ceux qui avaient dénigré Kirk, à la désignation officielle le 17/9 du mouvement « Antifa » (anti-fasciste) comme « organisation terroriste » – alors qu'il n'existe aucune organisation de ce type – à une directive officielle pour les forces de police et de justice qualifiant

de terroristes ceux qui professent l'anti-capitalisme, l'hostilité envers les positions américaines traditionnelles sur la famille, la religion et la morale (!), etc. (1), à la création d'une « force de réaction rapide » de plus de 20 000 soldats pour le maintien de l'ordre, jusqu'à l'institution, le jour anniversaire de la révolution d'Octobre, d'une « semaine de l'anticommunisme » !

Les tensions sociales déjà fortes, vont inévitablement s'aiguiser encore dans le pays au fur et à mesure des difficultés économiques qui conduisent les capitalistes à accroître les attaques contre le prolétariat ; le gouvernement Trump en réalité ne fait qu'accompagner cette situation par une répression accrue et une offensive réactionnaire généralisée – y compris en bousculant certaines formalités et certains usages traditionnels du système politique américain.

Cependant la répression ne peut suffire à maintenir la paix sociale, comme le démontrent les explosions prolétariennes de colère qui secouent régulièrement les Etats-Unis : il existe toute une foule d'associations, d'organisations et d'ins-

titutions « citoyennes », « communautaires », religieuses, etc., dont la fonction est de stériliser les poussées de lutte en les détournant vers des impasses et des objectifs inoffensifs voire intégralement bourgeois. C'est le cas des gigantesques manifestations orientées par leurs organisateurs vers la défense de la Démocratie et de la Constitution. Mais la démocratie et sa Constitution ne sont qu'une forme de la **domination bourgeoise** : cette dernière est l'ennemi qu'il faut combattre, quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente.

Il n'est pas possible de la combattre par des promenades pacifiques et festives, si nombreuses soient-elles, ni par l'élection de politiciens démocrates, si « à gauche » se prétendent-ils.

La victoire du « socialiste démocrate » Zohran Mamdani aux élections municipales de New York témoigne sans aucun doute du discrédit des caciques corrompus du parti Démocrate (comme le Démocrate Cuomo qui s'était présenté comme candidat indépendant, soutenu par Trump !). Mais elle témoigne aussi des illusions parmi la masse des prolétaires (2) sur la possibilité d'obtenir

des améliorations réelles de leur situation par la voie électorale. Même les timides réformes promises ne seront pas facilement réalisées par Mamdani qui dès le lendemain de son élection n'a pas hésité à tendre la main aux grands financiers de New York et à Trump lui-même pour les rassurer sur son prétendu « socialisme ».

Pour répondre aux attaques le prolétariat étasunien devra impérativement se libérer de l'influence de toutes les forces politiques, syndicales et autres qui l'enchaînent au capitalisme, qui étouffent ses velléités de révolte, et reprendre **la voie de la lutte et de l'organisation de classe** : c'est la condition *sine qua non* pour affronter la bourgeoisie la plus puissante et la plus brutale du monde . ●

(1) <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/09/countering-domestic-terrorism-and-organized-political-violence/>

(2) Mamdani a fait ses meilleurs scores dans les quartiers prolétaires de New York.

## Manifestations de la génération Z : Ce n'est pas « la jeunesse » qui renversera le capitalisme mais le prolétariat unifié derrière son parti de classe

( Suite de la page 1 )

tière d'opportunisme bourgeois, que ces révoltes seraient la dernière incarnation en date de la révolution socialiste mondiale. Même s'ils prétendent l'appeler de leurs vœux, ils font en réalité tout leur possible pour multiplier les obstacles sur la longue voie qui permettra au prolétariat, guidé par son parti de classe, de renouer avec sa lutte historique dont le point d'aboutissement est la prise violente du pouvoir politique et la destruction, par des mesures despotiques, de l'État et de la société bourgeoises. Aussi illusoire que soient les perspectives de victoire immédiate de ces mouvements de révolte, qui ne peuvent, au mieux, aboutir qu'à un changement de dirigeant, leur « viralité » – pour reprendre un terme à la mode chez les « spécialistes » du numérique – et la facilité avec laquelle les moyens d'action, les mots d'ordre et les symboles circulent aux quatre coins de la planète, ils imposent aux marxistes de ne pas y être indifférents mais de les passer au crible de l'arme de la critique.

**SRI LANKA, BANGLADESH,  
INDONESIE, NEPAL, PEROU,**

### MAROC, MADAGASCAR : UN ETAT DES LIEUX DES « REVOLTES DE LA JEUNESSE »

D'après le journal *Le Monde*, la séquence dite des « révoltes de la Génération Z » se serait ouverte dès 2022 avant de connaître une remarquable intensification à l'automne 2025 (2). Leur première victoire est obtenue au **Sri Lanka** où, face à la mauvaise gestion économique et à la corruption du gouvernement Rajapaksa, à la crise économique et à l'inflation, aux coupures de courant quotidiennes et aux pénuries de biens essentiels, des dizaines de milliers de manifestants, après plusieurs mois de manifestations, parviennent à contraindre le président Rajapaksa à l'exil, après avoir préalablement investi le palais présidentiel. Ces manifestations interclassistes, avec un fort poids de la jeunesse, et dont les revendications, d'abord générales et touchant aux conditions de vie et de travail finissent par se focaliser sur des mots d'ordre démocratiques, initient un schéma classique qui va désormais se retrouver presque à l'identique dans de nombreux pays.

C'est ainsi qu'à l'été 2024 au **Ban-**

**gladesh**, des dizaines de milliers d'étudiants se lancent dans une série de manifestations massives suite à la décision de la première ministre Sheikh Hasina d'augmenter dans la fonction publique les quotas de membres issus de familles ayant participé à la lutte pour l'indépendance menée par la Ligue Awami (3), de minorités religieuses ou ethniques, de districts sous-représentés ou de groupes handicapés. Cette mesure est dénoncée par les étudiants comme une illustration du népotisme et de la corruption qui caractérisent le pouvoir bangladais ; elle est d'autant plus contestée qu'elle constitue un obstacle pour l'accès à la fonction publique, seul débouché professionnel offert à ces enfants des classes moyennes comme dans beaucoup des pays pauvres où les États ont traditionnellement de très grandes difficultés à fournir aux jeunes diplômés des emplois correspondant à leurs niveaux de qualification. Comme au Sri Lanka, les mobilisations tournent à l'émeute et contraignent l'armée à intervenir afin d'éviter une intensification du désordre et de l'anarchie, crainte traditionnelle de tout régime bourgeois dont la stabilité repose plus sur le bâton de la répression que sur la carotte démocratique. Les militaires sacrifient alors sans état d'âme la première ministre Hasina, incarnation de cette classe politique méprisée par la jeunesse, et tire de sa retraite l'icône de la petite-bourgeoisie internationale, l'économiste et ancien

( Suite en page 6 )

## Manifestations de la génération Z

( Suite de la page 5 )

prix Nobel de la paix, Muhammad Yunus, contentant ainsi les manifestants.

Depuis la fin de l'été 2025, on assiste à une accélération de cette dynamique à l'échelle mondiale. En **Indonésie**, l'augmentation des taxes foncières et immobilières conjointement à la hausse des aides au logement pour les députés constitue l'étincelle d'une série de manifestations qui vont jusqu'à rassembler 100 000 manifestants. La répression violente des manifestations, qui coûte la vie à une dizaine de personnes, dont un chauffeur de moto-taxi, radicalise le mouvement, au point que plusieurs maisons de députés ainsi qu'un parlement régional sont incendiés, forçant le gouvernement à renoncer à l'augmentation des taxes.

Quelques semaines plus tard, c'est le **Népal** qui est confronté à un mouvement similaire suite à la décision du gouvernement « communiste » d'interdire les réseaux sociaux, alors même que le prolétariat népalais compte près de 2 millions d'immigrés (pour une population de 30 millions d'habitants), coupant ainsi les relations entre les soutiens de famille et leurs proches restés au pays. Comme dans les cas précédents, l'aggravation de la répression contribue à un durcissement des manifestations qui se transforment en émeutes allant jusqu'à incendier le siège du Parlement. Une fois encore, c'est l'armée qui prend les devants en mettant en scène le changement de gouvernement et en confiant le pouvoir exécutif à une ancienne juge en chef de la Cour suprême, Sushila Karki.

À partir de la fin du mois de septembre, c'est à **Madagascar** que la dite « génération Z » se met en mouvement sur des revendications à la fois socio-économiques et politiques : contre les coupures d'eau et d'électricité ; mettre un terme à la dégradation des services publics qui souffrent du manque d'investissements ; fin de la corruption et des abus de pouvoirs ; etc. La décision, devenus habituelle, du gouvernement de Rajoelina, de recourir à la force pour réprimer le mouvement, au prix d'une vingtaine de morts et de centaines de blessés, est aussi peu efficace que dans les exemples précédents. Bien que conscient de la nécessité de s'appuyer sur l'armée, seule force de stabilité dans le pays, ce qui explique son choix de désigner un militaire, Ruphin Zafisambo, comme nouveau premier ministre, Rajoelina est contraint de s'enfuir, bénéficiant dans ces circonstances de l'aide de l'impérialisme français. Il fait en effet face à la décision d'une partie

de l'armée d'appuyer les manifestants et à la mutinerie des militaires du CAP-SAT, dont le commandant, Michaël Randrianirina, se proclame président transitoire, avant d'être officiellement investi par la Cour constitutionnelle. Une fois encore, l'exemple malgache démontre que les clés de la situation demeurent entre les mains de l'armée, et donc, de l'ordre bourgeois (4).

À l'heure actuelle, ces mouvements continuent au **Maroc**, où les manifestants, majoritairement jeunes et souvent issus du prolétariat, protestent contre des conditions économiques et sociales désastreuses et sont confrontés à une répression massive de la part du gouvernement et du pouvoir royal, qui recourt aux emprisonnements arbitraires de manifestants (5). C'est aussi le cas au **Pérou** où la jeunesse se mobilise contre la corruption endémique de la classe politique et la hausse de l'insécurité, en particulier dans les quartiers les plus populaires de Lima. Prenant les devants, la bourgeoisie péruvienne a préféré sacrifier son pantin du moment en destituant la très impopulaire présidente Dina Boluarte, élue sur un ticket d'extrême gauche avec l'ex-président Pedro Castillo qu'elle a ensuite trahi, afin de calmer les manifestants sans avoir à répondre aux principales revendications.

À partir de cette brève chronique, qui aurait également pu évoquer les mouvements similaires qui se sont déroulés au **Kenya**, en mai-juin 2024, contre le projet de loi de finances, en **Équateur** en septembre-octobre 2025, après la suppression des subventions aux carburants ou aux **Philippines** en septembre dernier contre la corruption, notamment autour de projets de lutte contre les inondations, il est possible de mettre en évidence un certain nombre de caractéristiques communes qui permettent aux révolutionnaires de se repérer devant des situations en apparence diverses et singulières et d'éviter ainsi l'écueil de l'immédiatisme caractéristique des « analyses » de la pseudo-extrême gauche.

### UNE ANALYSE MARXISTE ET CLASSISTE DE LA « JEUNESSE »

Là où les médias et la pensée bourgeoise voient des individus ou des masses indistinctes, telle cette fameuse « Génération Z » qui désignerait les personnes nées entre 1997 et 2012 et familiarisées dès la naissance à l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication, les marxistes voient au contraire des forces sociales aux intérêts antagoniques, que nous nommons les **classes**. La « jeunesse » n'est pas une classe sociale, elle est divisée par des frontières de classe au même titre que le sont les « adultes ». Certes, elle

se distingue du reste de la population par une plus grande propension à se mobiliser et une plus grande radicalité apparente. C'est ce qui explique qu'historiquement, les organisations de jeunesse des partis socialistes ou communistes aient souvent compté parmi leurs membres des éléments particulièrement avancés, comme Karl Liebknecht en Allemagne, Amadeo Bordiga en Italie et nombre des futurs cadres de la Troisième Internationale. Ceci est encore plus vrai des étudiants qui sont souvent les premiers à entrer en lutte dans des moments de crise et d'instabilité, au point de se prendre pour une véritable avant-garde. C'est notamment ce que mettait déjà en évidence Léon Trotsky lors de la chute de la monarchie espagnole, qui était sur le point de donner naissance à la Deuxième République : « *Lorsque la bourgeoisie refuse consciemment et obstinément de résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise, et que le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent le devant de la scène. Au cours de la première révolution russe, nous avons maintes fois observé ce phénomène. Il a toujours eu pour nous une grande signification : cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire implique que la société bourgeoise traverse une crise profonde. La jeunesse petite-bourgeoise, sentant qu'une force explosive s'accumule au sein des masses, cherche à sa manière à trouver une issue à cette impasse en faisant progresser la situation politique* » (6).

L'absence du prolétariat en tant que classe, qui se manifeste notamment par l'absence de son parti, ouvre donc la voie à la jeunesse petite-bourgeoise qui peut imposer ses méthodes d'action et, plus encore, ses revendications. Dans presque tous les pays confrontés à de telles manifestations, et qui appartiennent tous à la « périphérie » du capitalisme mondial, c'est essentiellement les jeunes de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie, qui ont accès aux études universitaires ; ils se retrouvent confrontés au décalage entre, d'un côté, leurs aspirations professionnelles en lien avec leur qualifications et, de l'autre, les possibilités limitées de ses sociétés bourgeoises pour leur offrir des emplois qui y correspondent. Dès lors, cette jeunesse se retrouve confrontée au péril de la prolétarianisation, qu'elle cherche à tout prix à éviter ; d'où l'insistance qu'elle porte à la lutte contre le népotisme et la corruption des élites politiques et économiques qui viennent bloquer les voies, déjà trop étroites, vers l'obtention de postes à responsabilité dans la société bourgeoise. Il n'est donc en rien étonnant de constater parmi les éléments qui émergent

de ces luttes comme leaders ou porte-paroles, la présence de nombreux jeunes issus de milieux bourgeois. C'est particulièrement visible à Madagascar où les principaux meneurs du mouvement appartiennent tous à la bourgeoisie éduquée, et comptent même dans leurs rangs le fils d'un ministre (!) (7).

Ces éléments, du fait de leur meilleure connaissance des mécanismes politiques et d'une plus grande disposition à s'organiser et à utiliser les réseaux sociaux, se mettent donc logiquement à la tête de manifestants qui, dans leur grande majorité, sont marginalisés et condamnés à des emplois précaires et appartiennent de fait au prolétariat. Ils parviennent ainsi à englober les revendications sociales et économiques des masses prolétariennes ou paupérisées dans des revendications d'ordre démocratique et interclassiste, avec pour seule conséquence de reléguer à la dernière place les raisons originelles de la colère.

### DES REVENDICATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES QUI MOBILISENT LE PROLETARIAT ...

Dans la très grande majorité de cas, à l'exception du Bangladesh et, dans une moindre mesure, du Népal, ces mouvements ont pour origine une véritable colère sociale. C'est suite à la crise économique, aux mauvaises conditions de vie et de travail, à la vétusté des services publics ou encore à la hausse du coût de la vie à cause des attaques anti-sociales des gouvernements que les jeunes marginalisés, issus du prolétariat ou des couches moyennes prolétarisées, entrent en lutte. Bien que l'étincelle soit souvent une décision particulièrement décriée du pouvoir bourgeois, ces luttes ne sont souvent que l'expression spontanée et brutale d'un mécontentement social souterrain, qui s'est accru au fil des années, voire, dans certains cas, des décennies.

Par ailleurs, ces luttes simultanées à l'échelle mondiale ne sauraient être comprises sans être préalablement replacées dans la trajectoire économique du capitalisme contemporain. Pour sortir de la période de crise qui s'est ouverte en 2007-2008 avec la Grande Récession, tous les États bourgeois ont été contraints d'accentuer les attaques contre la classe ouvrière afin que la hausse de l'exploitation puisse rendre la production à nouveau rentable. Comme nous l'affirmons déjà dans notre texte sur le Maroc, « le « retour à la normale » des affaires (normale et inévitable jusqu'à la prochaine crise) a reposé sur les épaules des travailleurs salariés, mais aussi des petits agriculteurs et autres, écrasés par une concurrence internationale implacable qui les a réduits à une situation dramatique. » (8)

Aujourd'hui, on assiste de nouveau aux prémices d'une nouvelle crise, d'autant plus violente qu'elle aura été retardée par une série de remèdes provisoires et inefficaces sur le long terme, avec de nouvelles attaques qui s'annoncent contre le prolétariat mondial. Les jeunes prolétaires sont donc confrontés à un avenir où les seules perspectives envisageables sont les attaques anti-ouvrières, les catastrophes climatiques – particulièrement violentes dans un pays comme le Bangladesh par exemple (9) – et une Troisième Guerre mondiale dont la survenue est chaque jour plus certaine.

Le problème majeur est que ces revendications, généreuses mais confuses, peuvent facilement, en l'absence d'organisations de classe, être mêlées à d'autres exigences, explicitement démocratiques, c'est-à-dire bourgeoises.

### ... MAIS QUI SONT NOYÉES DANS DES MOTS D'ORDRE INTERCLASSISTES ET DEMOCRATIQUES BOURGEOIS

C'est donc sans surprise que l'on a vu dans tous ces pays les manifestations s'orienter vers des mots d'ordre interclassistes de lutte contre la corruption, de changement de gouvernement ou de politiques plus sociales pour renforcer les services publics. Cette prédominance des revendications démocratiques s'explique par la conjonction entre deux facteurs qui se nourrissent simultanément : d'un côté, des prolétaires qui, du fait de plus d'un siècle de contre-révolution, ne se reconnaissent pas comme tels et se considèrent plutôt comme des citoyens ; de l'autre, la place prépondérante que les éléments issus de petite-bourgeoisie éduquée occupent dans ces mouvements, dont ils se font le porte-parole. En dépit de toutes leurs généreuses intentions, ils charrient inévitablement avec eux les préjugés et les illusions de leur classe d'origine. Coïncés entre la bourgeoisie et le prolétariat, ils se croient au-dessus des classes. Dès lors, ils sont convaincus de représenter les intérêts de l'ensemble du peuple contre une oligarchie corrompue qu'il s'agit de renverser, plus ou moins pacifiquement – le degré de violence n'a aucune importance ici – pour que le libre-jeu démocratique puisse de nouveau opérer.

Karl Marx a écrit des pages magistrales sur le rôle, également néfaste et don-quistottesque, de la petite-bourgeoisie dans les mouvements populaires, à l'occasion de son ouvrage sur *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, et même si ce texte a près de 175 ans, il a pour nous, dogmatiques invétérés, la même importance que s'il avait été écrit aujourd'hui. Ainsi, critiquant les Montagnards de 1848, ces

« socialistes » romantiques qui prétendaient représenter les intérêts du peuple tout entier et qui échouèrent piteusement dans leur lutte contre le prince-président Louis Napoléon, Marx écrit : « *Aucun parti ne s'exagère davantage les moyens dont il dispose que le parti démocrate. Aucun ne s'illusionne plus légèrement sur la situation. [...] le démocrate, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une classe intermédiaire, au sein de laquelle s'émoussent les intérêts des deux classes opposées, s'imagine être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le peuple. Ce qu'ils représentent, c'est le droit du peuple ; ce qui les intéresse, c'est l'intérêt du peuple. Ils n'ont donc pas besoin, avant d'engager une lutte, d'examiner les intérêts et les positions des différentes classes. Ils n'ont pas besoin de peser trop minutieusement leurs propres moyens. Ils n'ont qu'à donner le signal pour que le peuple fonce avec toutes ses ressources inépuisables sur ses oppresseurs. Mais si, dans la pratique, leurs intérêts apparaissent sans intérêt, et si leur puissance se révèle comme impuissance, la faute en est ou aux sophistes criminels qui divisent le peuple indivisible en plusieurs camps ennemis, ou à l'armée qui est trop abrutie ou trop aveuglée pour considérer les buts de la démocratie comme son propre bien, ou encore, c'est qu'un détail d'exécution a tout fait échouer, ou, enfin, c'est qu'un hasard imprévu a fait compromettre cette fois la partie. En tous cas, le démocrate sort de la défaite la plus honteuse tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il est entré dans la lutte, avec la conviction nouvelle qu'il doit vaincre, non pas parce que lui et son parti devront abandonner leur ancien point de vue, mais parce que, au contraire, les conditions devront mûrir. » (10)*

Le petit-bourgeois apparaît donc comme un éternel dupe, se trompant lui-même par ses illusions mais, plus grave encore, emportant dans sa chute le prolétariat. C'est ainsi que ses revendications d'un bon gouvernement dépendent en dernière instance non pas de sa propre force mais bien de la plus ou moins bonne volonté du seul acteur à détenir la clé de la situation dans ces pays périphériques aux fondations mal établies, l'armée.

### LE RÔLE CENTRAL DE L'ARMÉE DANS LES PAYS PÉRIPHÉRIQUES

On constate en effet que dans la plu-

( Suite en page 8 )



## Manifestations de la génération Z

( Suite de la page 7 )

part des pays confrontés aux « révoltes de la Génération Z », c'est l'intervention de l'armée qui a conclu les mouvements de lutte. C'est le cas au Bangladesh ou au Népal où l'armée, constatant la faible base sur laquelle le pouvoir en place était installé, a pris les devants en choisissant elle-même la composition du nouveau gouvernement avant de s'effacer, officiellement, devant le pouvoir civil. En réalité, derrière la façade d'un gouvernement civil de technocrates sans véritable légitimité, c'est l'armée qui exerce le pouvoir réel. Cette dynamique est encore plus visible à Madagascar où c'est le soutien d'une partie de l'armée au mouvement et la mutinerie du CAPSAT qui ont causé le départ de Rajoelina et la mise en place d'un gouvernement militaire de transition.

Ce rôle politique fondamental de l'armée distingue les pays de la périphérie des riches pays impérialistes où la tradition d'opium démocratique a pu s'édifier sur une expérience de plusieurs siècles. Au contraire, dans les pays périphériques, qui ont pour la plupart obtenu leur indépendance formelle à la suite de la Seconde Guerre mondiale, c'est presque immédiatement l'armée qui s'est emparée du pouvoir afin de mettre un terme aux luttes fratricides entre clans bourgeois et incarner l'intérêt général... bourgeois, cela va sans dire. Elle seule avait la force suffisante pour discipliner les différentes factions bourgeoises en même temps que les masses petite-bourgeoises et prolétariennes qui, dans certains cas, avaient mené une lutte insurrectionnelle pour renverser la domination coloniale. Dans ces pays où les traditions démocratiques ne sont pas enracinées, où les coups d'État et les élections grossièrement truquées sont légion, délégitimant le mythe démocratique, seule la **force organisée**, c'est-à-dire l'armée, est en mesure de garantir la stabilité du pays et maintenir l'ordre bourgeois. Comme expliquait pour une fois avec justesse Ferdinand Lassalle dans « *Qu'est-ce qu'une Constitution ?* » : « L'armée [...] est **organisée, rassemblée à tout moment, parfaitement disciplinée et prête à intervenir à chaque instant ; par contre, la force qui se trouve dans la nation, même si elle est infiniment plus grande, n'est pas organisée, la volonté de la nation et notamment le degré de résolution que cette volonté a atteint n'est pas toujours facilement appréciable par ses membres ; personne ne sait exacte-**

*ment combien il trouverait de compagnons. En outre, il manque à la nation ces instruments d'une force organisée, ces fondements si importants d'une Constitution dont nous avons déjà parlé : les canons.* » (11)

Cette leçon, limpide pour un marxiste, ne pourra jamais être comprise par un petit-bourgeois. C'est cela qui le condamne éternellement à l'impuissance, et le prolétariat avec lui tant qu'il ne trouvera pas la force de renouer avec sa trajectoire historique et de se donner de véritables objectifs. Avant d'arriver à son émancipation, le prolétariat devra suivre un long chemin pour redécouvrir ses traditions, ses formes d'organisation, en bref son parti de classe internationaliste et international qui, une fois reconstitué, sera en mesure de le guider pour la victoire finale sur la bourgeoisie. Les luttes actuelles de la dite « Génération Z » sont des expressions d'une colère sociale ; elles sont cependant encore à des lieues d'une véritable lutte révolutionnaire. Si elles sont un symptôme de la future reprise de la lutte prolétarienne de classe, elles ne pourraient réellement contribuer à cette dernière que si le prolétariat, profitant de l'affaiblissement de l'ordre bourgeois, y trouvait la force d'entrer en lutte pour ses propres intérêts immédiats.

Ce serait alors un pas important vers sa réorganisation classiste, rapprochant l'heure de la véritable révolution que Bordiga, contre l'opportunisme qui découvrait dans le mouvement étudiant un nouveau sujet révolutionnaire, définissait comme « *plurinational, monopartitique et monoclassiste, c'est-à-dire surtout sans la pire pourriture interclassiste : celle de la jeunesse soi-disant étudiante* » (12). ●

(1) Voir par exemple l'« Internationale Communiste Révolutionnaire » (*sic*) dont le journal britannique, *The Gen Z Revolution*, affichait en une « Join the Gen Z Revolution » (Rejoignez la révolution de la Gen Z) et affirmait « *Du Bangladesh à la Grande-Bretagne, la génération Z tourne le dos au capitalisme et embrasse la révolution (sic) et le communisme (resic)* ». <https://communist.red/wp-content/uploads/2025/09/Digital-The-Communist-Issue-35.pdf> ; <https://communist.red/generation-revolution-fight-for-your-future-join-the-communists/>

(2) « Asia's Gen Z rises up against entrenched political elites », *Le Monde*, 29 septembre 2025.

(3) La Ligue Awami est l'organisation qui a mené historiquement la lutte pour l'indépendance du Bangladesh vis-à-vis du Pakistan dirigé par la Ligue musulmane. Continuellement au pouvoir entre 2009 et 2024, sous la di-

rection de Sheikh Hasina, la fille du fondateur du Bangladesh, Sheikh Mujibur Rahman, le parti se distingue par son haut degré de corruption et sa répression féroce de toute contestation.

(4) Le CAPSAT est un « corps d'élite » de l'armée, qui avait déjà porté Rajoelina au pouvoir en 2009. cf. « Explosion sociale à Madagascar », *le prolétaire* n°558.

(5) cf. « Révoltes au Maroc. Le mécontentement populaire se heurte à la répression du régime de Mohammed VI », *le prolétaire* n°558.

(6) Léon Trotsky, « Les tâches des communistes en Espagne. Lettre à *Contra la Corriente* », 25 mai 1930, disponible en ligne sur [marxists.org](https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/05/300525b.htm) : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/05/300525b.htm>. Les passages soulignés le sont par nous.

(7) « A Madagascar, la Gen Z refuse de se voir confisquer sa victoire », *Le Monde*, 16 octobre 2025.

(8) « Révoltes au Maroc », art. cité.

(9) En 2022, le Bangladesh fut confronté à une série d'inondations qui impactèrent la vie de millions de personnes, provoquèrent des dizaines de blessés et des centaines de milliers de déplacés.

(10) Karl Marx, « Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte », 1851, disponible en ligne sur [marxists.org](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum.htm) : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum.htm>. C'est Marx qui souligne.

(11) Ferdinand Lassalle, « Qu'est-ce qu'une Constitution ? », 1862, disponible en ligne sur [marxists.org](https://www.marxists.org/francais/general/lassalle/constitution.htm) : <https://www.marxists.org/francais/general/lassalle/constitution.htm>. Souligné dans le texte. Ancien membre de la Ligue des Communistes, Lassalle fut le pionnier de l'organisation du prolétariat en Allemagne dans les années 1860 ; mais il incarna également toute une série de déviations contre lesquelles les marxistes durent mener une lutte longue et difficile.

(12) Amadeo Bordiga, Lettre à Umberto Terracini, 4 mars 1969, disponible en ligne sur [marxists.org](https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1969/03/Terracini.htm) : <https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1969/03/Terracini.htm>.

– Prossima pubblicazione –

« Il Comunista »

N° 189

Novembre-Décembre 2025

Giornale bimestrale - Una copia : 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo : 10 €, 25 CHF, £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno : 20 €, 50 CHF, £ 15

E-mail: [ilcomunista@pcint.org](mailto:ilcomunista@pcint.org)



# Rapport sur le cours de l'impérialisme mondial

(Réunion Générale, Milan, 11-12-/10/2025)

A la fin de 2024 et au début de 2025 la plupart des économistes se félicitaient de la bonne tenue de l'économie mondiale ; pour reprendre les mots des experts de l'ONU : « *l'économie mondiale a fait preuve de résilience tout au long de l'année 2024, évitant une contraction économique généralisée, malgré des années de chocs multiples et se renforçant mutuellement et l'épisode de resserrement monétaire le plus prononcé de l'histoire récente, causé par l'inflation* » (UN, World Economic Situation and Prospects 2025). La perspective était alors celle d'un « *atterrissage en douceur* » ; mais en juin la Banque Mondiale constatait mélancoliquement : « *il y a seulement 6 mois un "atterrissage en douceur" paraissait se profiler : l'économie mondiale se stabilisait après une extraordinaire série de calamités, à la fois d'origines humaines et naturelles, au cours des dernières années. Ce moment est passé. L'économie mondiale rentre à nouveau dans des turbulences* » (World Bank, Global Economic Prospects, June 2025).

Les croyances des économistes bourgeois dans la stabilisation de leur économie sont régulièrement démenties : le capitalisme est un mode de production éminemment contradictoire qui ne peut aller que de crises en crises, de calamités en calamités. Derrière la résilience de l'économie vantée par l'ONU, s'accumulaient les contradictions qui allaient éclater sous la forme d'une guerre commerciale exacerbée et d'une aggravation des tensions internationales. La politique de Trump derrière le slogan « America First » (L'Amérique d'abord) qui se traduit par la guerre commerciale et la remise en discussion des alliances traditionnelles en est la conséquence plutôt que la cause.

Les Etats-Unis sont toujours la première puissance capitaliste mondiale et ce qu'elle décide a des répercussions internationales.

## EVOLUTIONS DE LA PUISSANCE ECONOMIQUE RELATIVE DES GRANDS PAYS CAPITALISTES.

Il est intéressant de jeter un coup d'œil rapide sur les changements des rapports de force économiques des impérialismes après la Deuxième Guerre mondiale. Nous allons utiliser à ce propos le PIB (produit intérieur brut) nominal en dollars c'est-à-dire non en PPA (Parité de Pouvoir d'Achat) ; c'est un indice grossier, mais largement utilisé, de la richesse économique des différentes nations ; en dépit de ses limites, il permet d'avoir une idée du développement capitaliste d'un pays (sources : estimations de l'ONU, du FMI et de la Banque Mondiale).

Depuis les presque 80 ans qui sous séparent de la fin de la guerre mondiale, le classement des grandes puissances économique a connu d'importantes variations. Dans l'immédiat après-guerre (1947) les Etats-Unis, les grands vainqueurs du conflit représentaient plus de 50 % du PIB mondial, loin devant l'URSS (12%) qui était au même niveau que le Royaume-Uni, suivis de l'Allemagne, la France, etc. Les accords de Yalta avaient jeté les bases d'un nouveau partage du monde qui était en train de se concrétiser par la formation de deux camps opposés ; le prétendu « camp socialiste » à l'ombre de la puissance militaire de l'URSS et le camp occidental derrière les Etats-Unis.

En 1970, soit 20 ans plus tard, les USA ne représentaient plus que 36 % environ du PIB mondial, mais ils étaient toujours solidement en tête devant l'URSS (15 %) malgré le développement industriel de celle-ci dans les années 50 et 60 ; l'Al-

lemagne était au troisième rang, le Japon qui n'apparaissait pas parmi les pays les plus riches au sortir de la guerre, s'était hissé au quatrième rang : les pays vaincus lors de la guerre mondiale avaient trouvé dans les destructions de la guerre un vaste champ d'accumulation qui alimentait une croissance vigoureuse de leur économie, alors que la victorieuse Grande-Bretagne était reléguée au 5ème rang. Si la « guerre froide » avait laissé la place à la « détente », les deux « blocs » constitués autour de l'URSS et des Etats-Unis, étaient toujours présents bien que monde « bipolaire » était affaibli par la rivalité russo-chinoise et plus généralement par la poussée des jeunes capitalismes dans les anciennes colonies et que l'URSS entraînait dans sa période de « stagnation » comme l'appelèrent les partisans rénovateurs de Gorbatchev.

En 1990 le tableau était en plein changement : le Japon, continuant sur sa lancée, arrivait à la deuxième place et se rapprochait des USA, tandis que l'URSS qui s'était fixée l'objectif de rattraper et de dépasser ces derniers en 1985, était sur le point de s'effondrer et que la Chine apparaissait à la dixième place.

Passons encore vingt ans : en 2010, la Chine était maintenant à la deuxième place, le Japon stagnait à la troisième place, son élan brisé, alors que la Russie, fortement redimensionnée après la disparition de l'URSS, avait plongé au onzième rang du classement mondial et que l'Inde avait fait son apparition parmi les 10 plus grandes puissances capitalistes, au neuvième rang.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Le classement des plus grandes puissances s'établit maintenant ainsi (estimations du FMI pour 2025 en dollars courants) :

### D'abord les deux géants :

- USA : 30 507 milliards de dollars (MD), soit environ 25 % du PIB mondial ;

- Chine : 19 231 MD, soit 16 % du PIB mondial ;

### Suivis à distance par les pays suivants :

- Allemagne : 4744 MD ;

- Inde : 4187 MD ;

- Japon : 4186 MD ;

- Royaume Uni : 3839 MD ;

- France : 3211 MD ;

- Italie : 2482 MD ;

- Canada : 2285 MD ;

- Brésil : 2125 MD ;

- Russie : 2076 MD ;

### Viennent finalement les pays suivants:

- Espagne : 1799 MD ;

- Corée du Sud : 1790 MD ;

- Australie : 1711 MD ;

- Mexique : 1692 MD ;

- Turquie : 1437 MD, etc.

On constate que l'Inde vient de dépasser le Japon, relégué à la cinquième place, mais qu'elle reste toujours très loin de son rival asiatique, la Chine, dont le PIB est 4,5 fois plus grand. Cette dernière s'est fixée en 2017 l'objectif de devenir la première puissance mondiale en 2050, et avant cela l'objectif intermédiaire d'arriver au niveau d'un pays « moyennement développé » en 2035 avec un niveau de PIB par habitant supérieur à la moitié du niveau américain et une part du PIB

# Cours de l'impérialisme mondial

( Suite de la page 9 )

mondial de 27 à 30 %.

Les Etats-Unis se trouvent donc devant la troisième tentative de leur ravir leur première place après celle de l'URSS puis celle du Japon. Il ne s'agit pas d'une course sportive aux conséquences de prestige, mais d'une compétition pour la domination mondiale dont la bourgeoisie américaine tire une bonne partie de ses profits. C'est pourquoi elle ne se laissera pas détrôner sans un combat acharné. L'affaiblissement relatif des Etats-Unis au cours des décennies écoulées la rend bien consciente du risque que représente le compétiteur chinois et de l'urgence à y faire face, notamment en tentant d'enrayer sa progression. L'imposition brutale de tarifs douaniers ne s'explique pas autrement.

Un document officiel de la Maison Blanche sur ces tarifs décidés par le gouvernement américain (Fact Sheet. The White House, September 5, 2025) précisait qu'ils avaient pour but de « protéger les intérêts de la sécurité nationale des États-Unis, de renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales et de renforcer la base industrielle des États-Unis ». Il s'agit de « rectifier des pratiques commerciales qui contribuent au déficit annuel explosif du commerce de marchandises et de remédier aux conséquences du déficit commercial explosif des Etats-Unis ». Le document énumérait les promesses d'achats ou d'investissements aux Etats-Unis faites par certains de leurs grands partenaires commerciaux en échange d'une réduction des droits de douane annoncés au printemps :

- Union Européenne : achat de 750 milliards de dollars de produits énergétiques, investissements de 600 milliards de dollars, acceptation de ne rien faire payer aux entreprises américaines et acceptation des droits de douane de 15 % ;
- Japon : investissements de 550 milliards de dollars (dont les Etats-Unis décideront souverainement la destination et l'emploi) et acceptation de droits de douane de 15 % ;
- Grande Bretagne : promesse de milliards de dollars d'achats de marchandises américaines (tarifs douaniers « abaissés » à 10 %).

Tableau 1 : Voir ci-dessous

Le déficit américain s'est installé après la crise économique internationale de 1974-75, il a chuté de façon irrésistible après la récession de 1990 et après avoir diminué au moment de la grande crise de 2008 au cours de laquelle les importations avaient fortement reculé à cause de l'effondrement du

marché intérieur, il a connu un plongeon jusqu'à atteindre un niveau record de 1210 milliards en 2024 (4,1% du PIB).

Tableau 2 : Voir ci-dessous

Si nous incluons le commerce des services dans le bilan, la courbe est un peu différente, car les Etats-Unis exportent davantage de services qu'il n'en importent : on a une stabilisation en gros du déficit après 2008, avant une reprise de la chute après la crise du Covid, et les chiffres sont plus faibles : le déficit global est alors réduit à 917 milliards en 2024 soit 3% du PIB ; le niveau le plus élevé du déficit par rapport au PIB a été atteint à la veille de la crise de 2008 avec 5,7% à un moment d'un boom des importations pour alimenter un marché intérieur en surchauffe.

## PARTENAIRES COMMERCIAUX DES ETATS-UNIS

Les Etats Unis sont le deuxième exportateur mondial (derrière la Chine) et le premier importateur (devant la Chine)

Ils exportent principalement des produits pétroliers, des produits agricoles (soja, maïs, etc.), des produits industriels (aviation, armements, automobiles, etc.), et importent des machines, des produits électroniques, des véhicules, des matières premières (pétrole, etc.), des médicaments, etc.

Les principaux partenaires sont par ordre d'importance, le Mexique, le Canada, la Chine, l'Allemagne, le Japon, qui représentent près de la moitié du commerce international des Etats-Unis ; la Corée du Sud, Taiwan, le Vietnam, le Royaume Uni et l'Inde.

Les principaux déficits commerciaux américains sont les suivants, par pays (commerce des marchandises, selon les données des douanes US pour l'année 2024) :

- Chine : 270,4 MD ;
- Mexique : 157,28 MD ;
- Vietnam : 113,1 MD ;
- Irlande : 80,5 MD ;
- Allemagne : 76,4 MD ;
- Taïwan : 67,4 MD ;
- Japon : 82,6 MD ;
- Canada : 54,8 MD ;
- Thaïlande : 41,5 MD ;
- Inde : 41,5 MD ;
- Italie : 39,7 MD ;
- Suisse : 25,5 MD, etc.

On voit que les Etats-Unis enregistrent un déficit commercial avec tous leurs principaux partenaires commerciaux, à l'ex-

Tableau 1 : Balance du commerce des marchandises pour les Etats-Unis de 1970 à 2025 (Source : Banque Mondiale)

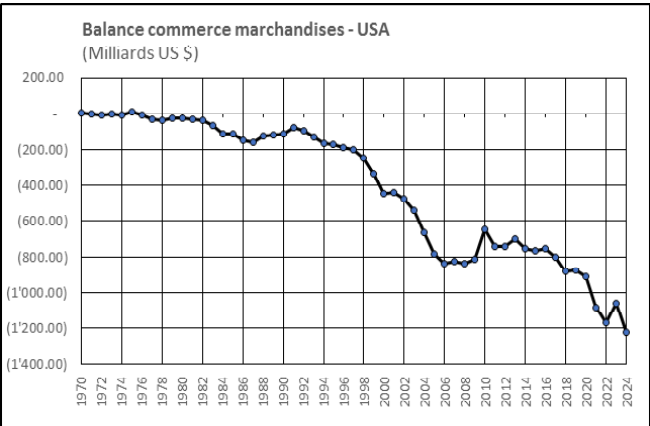
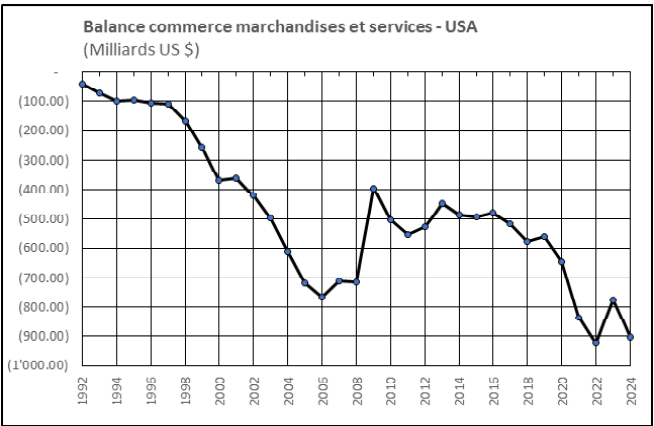


Tableau 2 : Balance du commerce des marchandises et des services pour les Etats-Unis (Source : FRED) (2)



ception du Royaume-Uni, envers qui ils ont enregistré un surplus de 11,4 MD (mais selon les statistiques britanniques, les Etats-Unis auraient au contraire enregistré un déficit commercial, en prenant en compte les échanges de services).

La Chine représente le tiers du déficit commercial américain, le plus important du monde (773 MD) ; elle fournit des vêtements, des machines et de l'électronique. Le déficit avec le Mexique s'explique par la délocalisation dans ce pays d'usines américaines d'automobiles et autres pour profiter des bas salaires, celui avec le Vietnam par la délocalisation dans ce pays d'entreprises qui voulaient échapper aux droits de douane américains frappant, depuis quelques années déjà, les marchandises venant de Chine.

**Tableau 3** : Voir ci-dessous

L'Union Européenne dans son ensemble constituait le premier marché mondial en 2023 avec 28,4 % des exportations mondiales et 29 % des importations (contre respectivement 11,76 % et 10,69 % pour la Chine et 10,22 % et 13,6 % pour les Etats-Unis). Les Etats-Unis avaient vis-à-vis d'elle un déficit voisin de celui enregistré avec la Chine : 236 MD ; on comprend pourquoi Trump avait justifié (le 26/02/2025) les droits de douane projetés contre l'Union Européenne par le fait que celle-ci aurait été constituée pour « baisser » (screw) les Etats-Unis, et pourquoi il a fait preuve d'une mansuétude relative vis-à-vis du Royaume-Uni ...

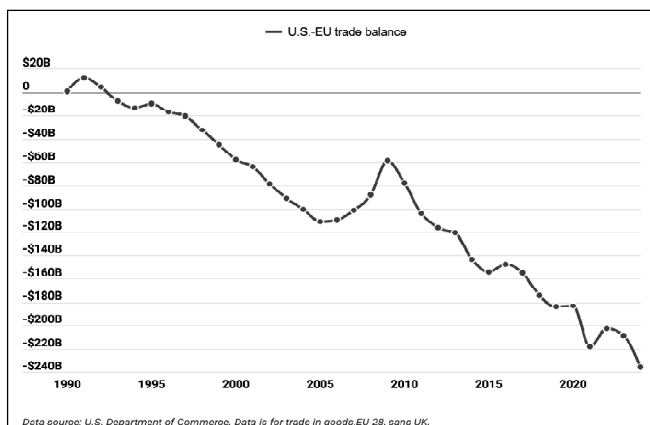
Après l'annonce tonitruante de droits douaniers sur le monde entier lors du « Liberation Day » (Jour de la Libération) le 2/4/2025 et la tempête financière qu'elle provoqua, des négociations difficiles s'engagèrent avec les différents pays qui voulaient conserver leurs parts du marché américain. Finalement les nouveaux droits de douane sont entrés en vigueur le 7 août ; on estime que la moyenne de ces droits est passée de 3,5 % à 22 % . Mais ils varient selon les pays et les produits ; par exemple la Suisse est taxée à 39 %, la plupart des produits brésiliens à 50%, comme l'acier canadien et les marchandises indiennes ; quant à la Chine les tarifs douaniers sont actuellement à 55 %, mais des négociations sont en cours...

Le 25 septembre Trump a annoncé une nouvelle valse de tarifs douaniers sur les produits pharmaceutiques qui jusqu'ici avaient été exemptés des hausses : ils iraient jusqu'à 100 % pour tous les médicaments de marque (sauf si une entreprise pharmaceutique construit son usine aux Etats-Unis).

### CONSEQUENCE DE CES HAUSSES DES DROITS DE DOUANE

**Tableau 4** : Voir ci-dessous à droite.

**Tableau 3** : Balance commerciale UE – Etats-Unis. Sans Royaume-Uni (Source : US Department of Commerce ) (3)



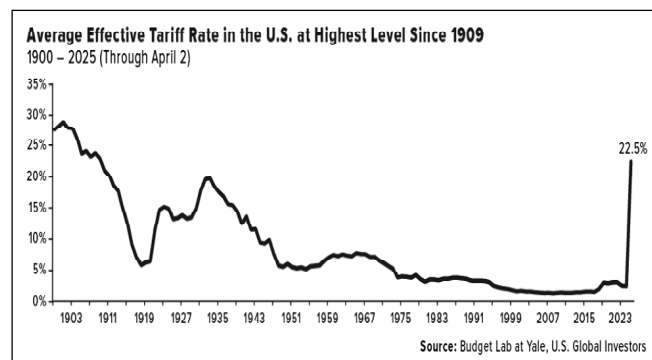
Les tarifs douaniers américains seraient maintenant les plus élevés depuis 1909. Historiquement élevés au dix-neuvième siècle, ces tarifs avaient continuellement baissé jusqu'à la Première Guerre mondiale ; puis ils avaient augmenté dans l'entre-deux guerres jusqu'à atteindre un sommet lors de la crise des années trente. Après la Deuxième Guerre mondiale les Etats-Unis, forts de leur suprématie économique n'ont cessé de promouvoir la baisse des tarifs douaniers et l'ouverture des marchés. Les Américains reprochaient ainsi à l'Inde et au Japon de protéger jusqu'à aujourd'hui leurs marchés agricoles par des droits de douane élevés, etc. La nouvelle politique protectionniste trumpienne qui tourne le dos aux décennies de baisse des droits de douane, est le reflet de la baisse de compétitivité de l'économie américaine sur le marché mondial. Tout en exacerbant la guerre commerciale généralisée au niveau mondial, elle cherche aussi à contrecarrer la désindustrialisation relative des Etats-Unis en incitant les entreprises étrangères à investir dans le pays pour vendre leurs marchandises, et en favorisant le développement d'entreprises nationales.

Les dernières données statistiques indiquent depuis cet été une baisse des importations des USA et donc une baisse de leur déficit commercial ; l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) prévoit un effondrement des exportations chinoises vers les Etats-Unis (- 77 %) et une augmentation vers le reste du monde où on redoute un déferlement de marchandises chinoises à bas prix : ces pays vont inévitablement prendre des mesures anti-chinoises pour contrer ces exportations s'ils veulent protéger leurs industries.

**Tableau 5** : Voir page suivante

Mais il est trop tôt pour discerner les conséquences durables de la nouvelle politique commerciale américaine. En s'en prenant sans ménagement y compris à des alliés traditionnels, l'impérialisme américain prend le risque d'affaiblir ses alliances. Mais beaucoup de pays n'auront pas d'autre choix que de passer sous les fourches caudines de l'oncle Sam. L'Union Européenne qui avait en théorie la capacité de tenir tête aux Américains a finalement accepté un accord désavantageux pour elle, reculant devant les perspectives d'une guerre commerciale ouverte. Ont joué les intérêts particuliers des Etats pour qui le marché américain est particulièrement important : l'Allemagne dont les Etats-Unis sont le premier client devant la France (10,4 % de ses exportations), et l'Italie dont ils sont le deuxième client, après l'Allemagne et avant la France (10,7 % de ses exportations), et qui en conséquence ont tous deux plaidé pour des accommodements avec Washington. D'autre

**Tableau 4** : Tarifs douaniers américains depuis 1900 (source : Forbes) (4)



( Suite en page 12 )

## Cours de l'impérialisme mondial

( Suite de la page 11 )

part des considérations géopolitiques ont joué : au moment où les impérialismes européens s'inquiètent d'un lâchage des Etats-Unis à propos du soutien à la guerre en Ukraine, il était peu avisé de se fâcher avec eux sur les droits de douane. Les fières déclarations européennes de riposter par des contre-mesures aux hausses des tarifs douaniers annoncées par Trump se sont évanouies presque aussitôt qu'elles étaient formulées et les droits de douane européens sur les marchandises américaines ne dépassent pas aujourd'hui les 4 %.

**Tableau 5** : Effondrement des exportations chinoises vers les USA (Source : OMC) (5)

Pays, zones	Variation importations venant de Chine	Variation exportations vers les Etats-Unis
<b>Etats-Unis</b>	<b>-77 %</b>	
<b>Chine</b>		<b>-77 %</b>
Pays les moins avancés	4 %	22 %
Ex-républiques soviétiques	5 %	5 %
Afrique	5 %	0 %
Moyen-Orient	6 %	-2 %
Europe	6 %	-8 %
Asie (sans Chine)	6 %	2 %
Amérique du Sud	9 %	-4 %
Amérique du Nord (sans USA)	25 %	-7 %

\* \* \*

La guerre commerciale qui menace de se déchaîner dans le monde entier, est la base sur laquelle se développent les con-

ditions d'affrontements armés – de guerres de « haute intensité » selon le jargon des militaires – impliquant directement les grands impérialismes ; ils s'y préparent en procédant à un réarmement massif (pour ce qui est des impérialismes européens et japonais) ou en accroissant leurs dépenses militaires (pour les autres : Chine, Etats-Unis, Russie), rendant toujours plus concrète la perspective marxiste de l'éclatement d'un troisième conflit mondial lorsque les contradictions économiques, sociales et politiques deviendront insurmontables.

Dans ce bref rapport, nous n'avons pas traité d'un thème pourtant de la plus haute importance : toute guerre commerciale est aussi une guerre sociale, une **guerre contre les prolétaires**. Et dans cette guerre apparaîtra de façon de plus en plus pressante la nécessité pour le prolétariat d'entrer en lutte pour la défense de ses intérêts internationalistes de classe, contre l'union interclassiste pour la défense des intérêts de la nation, c'est-à-dire des intérêts de la classe ennemie. Tout pas en avant dans cette direction sera précieux au plus haut point, car de lui dépendra la possibilité d'opposer demain la lutte de classe à la troisième guerre impérialiste mondiale, dans la perspective de la révolution communiste internationale.

2/10/2025

(1) <https://data.worldbank.org/indicator/BN.GSR.GNFS.CD?locations=US>

(2) <https://fred.stlouisfed.org/series/BOPGTB>

(3) Les données statistiques ont été recueillies fin septembre. Depuis cette date les tarifs douaniers américains ont varié suivant le accords conclus avec différents pays (Japon, Chine Suisse...)

(4) <https://www.forbes.com/sites/greatspeculations/2025/04/07/effective-tariff-rate-hits-1909-levels-as-global-trade-war-explodes/>

(5) <https://www.statista.com/chart/34324/projected-changes-in-merchandise-exports-to-the-us-and-imports-from-china/>. Données du début 2025.

## Algérie : de la révolution anticoloniale à la révolution prolétarienne

### TOUSSAINT 1954. DÉBUT DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Lors du vingtième anniversaire de l'insurrection de la Toussaint 1954 en Algérie, pour rendre hommage aux insurgés, nous écrivions ce qui suit, sur les colonnes du prolétaire :

« Peu de révolutions anticoloniales auront vu les masses populaires, au premier rang desquelles un jeune prolétariat bouillonnant de courage et de décision, faire leurs premiers pas sur la scène de l'histoire avec autant de ténacité, d'héroïsme et d'instinct révolutionnaire : quand la deuxième guerre mondiale affaiblit cet impérialisme français, cynique et brutal, stupidement bouffi d'une « culture » immonde dont les racines plongent dans l'exploitation et l'oppression séculaire du prolétariat métropolitain et des peuples coloniaux, les masses algériennes se

*lancèrent dans les émeutes et les soulèvements de Sétif et de Constantine, que la démocratie, à peine victorieuse du fascisme, réprima par les plus épouvantables massacres. À la défaite militaire imposée à l'État français par les combattants indochinois à Diên Biên Phu, elles répondirent par la révolte dans les Aurès, et l'embrasement révolutionnaire de toute l'Algérie. Il a fallu ensuite huit ans de guerre et plus d'un million de morts pour que l'ennemi haï, hier encore tout puissant, soit enfin battu » (1).*

La révolution anticoloniale en Algérie fut attendue par le marxisme dès la fin du XIXe siècle. En 1882 Engels, répondant à une question de Kautsky sur ce qui adviendrait des colonies en cas de victoire du prolétariat en Europe, écrivait : « L'Inde, fera peut-être, et même probablement, une révolution [...]. Il pourrait en être de même dans d'autres

*lieux, par exemple en Algérie et en Egypte, et, pour nous* [souligné par Engels], *c'est sans doute ce qui pourrait arriver de mieux.* » (2). Mais par la suite la croissance du réformisme dans les partis socialistes européens, se traduisit par un abandon croissant de l'opposition au colonialisme. Alors qu'en 1896 la Deuxième Internationale avait adopté une motion présentée par Kautsky pour l'« autodétermination de toutes les nations » (3), lors du Congrès de 1907, le courant dit « opportuniste » mena campagne pour l'« adaptation » des positions anticolonialistes : sa motion en faveur d'un « colonialisme socialiste » ne fut repoussée que par une courte majorité. Si la majorité des socialistes de la Deuxième Internationale était opposée au colonialisme, cette opposition était cependant souvent plutôt de type humaniste et entremêlée de l'intérêt national bien compris qui aurait été compromis par le colonialisme.

C'était en France le cas de Jaurès qui, après avoir été partisan de la colonisation de l'Algérie, devint une critique ardent des massacres coloniaux et s'op-

posa à la conquête du Maroc. La campagne qu'il mena alors se limita à des réunions publiques du Parti Socialiste et à des interventions parlementaires en défendant l'alternative d'une « *pénétration pacifique* » de la France (4)...

Bien différente fut la position de l'Internationale Communiste (IC) créée après la guerre mondiale qui avait vu la faillite de la Deuxième Internationale complètement tombée entre les mains de l'opportunisme. Parmi les conditions d'admission à l'IC la huitième stipulait que : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux* ».

Mais dans les jeunes partis communistes, les traditions et les influences héritées des vieux partis socialistes dont ils étaient issus étaient encore vivaces. Il était donc inévitable en France que le Parti Communiste qui avait réuni l'écrasante majorité du Parti Socialiste imbu de patriotisme colonialiste, ait eu le plus grand mal à mettre en œuvre cette condition. En septembre 1922 le « Congrès interfédéral communiste d'Afrique du Nord » votait à l'unanimité une résolution condamnant la huitième condition. Selon cette résolution, qui reprenait les thèses de la section de Sidi Bel Abbès (la plus importante d'Algérie), « *La propagande communiste directe auprès des indigènes algériens du bled est actuellement inutile et dangereuse. Elle est inutile parce que ces indigènes n'ont pas atteint encore un niveau intellectuel et moral qui leur permette d'accéder aux conceptions communistes. Elle est dangereuse parce qu'elle ne manquerait pas de faire déclencher par la bourgeoisie [...] une offensive assurée d'un succès d'autant plus certain que la masse indigène, veule et vénale, n'hésiterait pas à dénoncer et à sacrifier les meilleurs de ses membres. Elle est dangereuse parce que, faite sans préparation préalable du prolétariat européen, imbu de préju-*

*gés contre l'indigène, elle nous aliénerait la sympathie de ce prolétariat et provoquerait la désertion de nos regroupements* » !

L'IC dénonça avec véhémence « *la mentalité de possesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré les maintienne sous les bienfaits de la civilisation capitaliste* » des auteurs de cette résolution, ajoutant qu'elle ne pouvait « *tolérer deux heures ni deux minutes leur présence dans le parti* » (5).

Il fallut que l'IC exerce des pressions réitérées pour que le PC rompe avec les traditions social-impérialistes héritées du Parti Socialiste et entreprenne une activité internationaliste contre le colonialisme français.

### LA VICTOIRE DU STALINISME ET LE RETOUR DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

La victoire du stalinisme changea tout ça et fit de la défense de l'impérialisme tricolore la ligne directrice du PCF. Sur la question algérienne cela se traduira d'abord par la rupture dès 1928 avec « l'Étoile Nord-Africaine » (ENA) ; première organisation de prolétaires immigrés elle avait été constituée en 1926 par des militants communistes algériens.

La victoire électorale du Front Populaire en 1936 suscita l'espoir parmi les travailleurs algériens ; l'ENA, qui avait adhéré au Front Populaire, avait rassemblé un cortège de plusieurs milliers de prolétaires lors de la manifestation unitaire du 14 juillet 1935, tout en critiquant le vide du programme sur la question des colonies. La désillusion ne tardera pas. Le projet de loi Blum-Viollette (décembre 1936) montrait la réalité de la politique du Front Populaire : réaliser des réformes cosmétiques pour consolider la domination française. Le gouvernement qui prévoyait d'accorder les droits civiques à 20 - 25 000 algériens (sur une population de 6 millions), retira même son projet de loi sous la pression des milieux coloniaux, alarmés par ces terribles concessions ! Le 26 janvier 1937 l'ENA était dissoute par le gouvernement du Front Populaire qui utilisa pour cela la loi instituée officiellement contre les ligues fascistes. Alors que le PCF avait vivement protesté contre la première dissolution de l'ENA en octobre 1934 par un gouvernement de droite, cette fois-ci il ne dit mot et il approuva l'arrestation de 5 dirigeants fin août du Parti du Peuple Algérien qui avait pris la relève de l'ENA en les accusant d'être « *des auxiliaires du fascisme* » coupables de mener « *une œuvre de division du peuple algérien, qu'ils voulaient dresser contre le peuple de France* ». Deloche, le responsable du PCF

pour les questions coloniales expliqua que : « *ceux qui n'ayant rien compris ou rien voulu comprendre à la situation politique en France et dans le monde, voudraient voir se dresser, aujourd'hui même, les peuples coloniaux dans une lutte violente contre la démocratie française, sous le prétexte de l'indépendance, travaillent en réalité à la victoire du fascisme et au renforcement de l'esclavage des peuples coloniaux* » (6). La boucle était bouclée : le PCF s'était définitivement rangé du côté de l'impérialisme, comme son ancienne section de Sidi Bel Abbès !

Il ne changera plus dans les années suivantes, participant à la défense du colonialisme français ; directement lorsqu'il fera partie des gouvernements d'après-guerre ; et indirectement quand il sera dans l'opposition, en paralysant la classe ouvrière, en divisant les prolétaires français et algériens et en s'opposant aux manifestations spontanées contre la guerre d'Algérie.

Les prolétaires et les paysans pauvres algériens durent se battre seuls contre l'armée française sans le soutien du prolétariat français qu'ils étaient en droit de recevoir. Le parti qui se prétendait communiste et dont l'influence était majoritaire parmi le prolétariat français avait renié toutes les directives de l'Internationale Communiste qui l'enjoignaient une trentaine d'années auparavant de « *prendre en mains la cause des populations coloniales exploitées et opprimées par l'impérialisme français, soutenir leurs revendications nationales constituant des étapes vers leur libération du joug capitaliste étranger, défendre sans réserve leur droit à l'autonomie ou à l'indépendance [...]* » (7).

En empêchant tout lien entre les prolétaires des métropoles impérialistes et la lutte des prolétaires et des masses colonisées, la contre-révolution stalinienne jetait ceux-ci dans les bras de forces bourgeoises ou petites bourgeoises. Elle empêchait que leur lutte ne dépasse l'horizon de la révolution bourgeoise en suivant la stratégie de la « révolution en permanence » tracée par le marxisme pour l'Allemagne de 1850 et réalisée dans la Russie de 1917, dont la condition est l'indépendance de classe du prolétariat et de son parti.

### LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

La révolution algérienne a brisé la domination coloniale, elle ne pouvait briser la domination bourgeoise. Elle a permis le développement d'un capitalis-

( Suite en page 14 )



## Algérie : de la révolution anticoloniale à la révolution prolétarienne

( Suite de la page 13 )

me national, défendu par toutes les ressources répressives d'un État policier. L'histoire récente a démontré que la répression ne peut à la longue empêcher qu'éclate le mécontentement et les explosions de colère prolétarienne. Elle a montré aussi que les mouvements de masse les plus imposants sont en définitive impuissants à modifier la situation des prolétaires et des masses prolétariennes. L'État fait le dos rond, évite de jeter de l'huile sur le feu ; il attend l'essoufflement inévitable du mouvement pour imposer à nouveau dans toute sa force la dictature de la bourgeoisie. Il n'y a pas d'alternative : seule la lutte révolutionnaire, dirigée par le parti de classe solidement arrimé au véritable programme communiste, pourra jeter bas cette dictature en détruisant l'État bourgeois et en instaurant sur ses ruines le pouvoir totalitaire, dictatorial, du prolétariat, indispensable pour mener à bien l'avènement de la société sans classes, le communisme.

La révolution nationale bourgeoise a eu lieu et elle a donné ce qu'elle pouvait donner. La révolution future sera internationale et prolétarienne ; elle unira les prolétaires de tous les pays dans une lutte commune pour balayer de la surface du globe tous les États bourgeois, le capitalisme et l'impérialisme et venger leurs innombrables victimes. ●

(1) Cf. *le prolétaire* n° 184 ( 4 no-

vembre - 17 novembre 1974).

(2) cf. <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1882/09/fe18820912.htm>. Il rajoutait : « Une seule chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut faire de force le bonheur d'aucun peuple étranger, sans par-là miner sa propre victoire ». Toute idée d'imposer le « socialisme » aux colonies comme le soutiendront les socialistes de droite n'était en réalité que l'expression de leur colonialisme.

(3) cf. « Under the Socialist Banner. Resolutions of the IInd International 1889 - 1912. », <https://ia601604.us.archive.org/18/items/526370/Under%20the%20socialist%20banner.pdf>

(4) Voir ses discours dans « Jean Jaurès vers l'anticolonialisme. Du colonialisme à l'universalisme », *Les Petits Matins*, Paris 2015.

(5) Poincaré était Président du Conseil (Premier ministre). Voir le Discours de Trotsky, rapporteur sur la Question française au IVe Congrès de l'IC, 2 décembre 1922, cf. *Bulletin Communiste* n° 2-3 (11-18 janvier 1923) [http://www.cermtri.com/system/files/Adherents/4e\\_annee\\_no2\\_et\\_3\\_11-18\\_janvier\\_1923.pdf](http://www.cermtri.com/system/files/Adherents/4e_annee_no2_et_3_11-18_janvier_1923.pdf)

(6) cf. « Le Parti Communiste Français, le Comintern et l'Algérie dans les années trente », *Le Mouvement Social* n° 78 (janvier-mars 1972), p. 131.

(7) cf. « Programme de travail et d'action du PCF » (point 9) décidé par le IVe Congrès de l'Internationale Communiste, 6 décembre 1922, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1922/12/lt19221205.htm>

### Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste

( Brochure «le prolétaire»,  
Août 2025, format A4, 72 pages,  
Prix: 6 € )

Nous republions dans cette brochure une sélection d'articles de *le prolétaire* et de *programme communiste* sur l'analyse marxiste des révolutions anticoloniales en général et de la révolution algérienne en particulier pour qu'ils servent de patrimoine pour les prolétaires d'avant-garde des deux côtés de la Méditerranée.

## le prolétaire

parti communiste international ( programme communiste )

### Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste



Août 2025

40

## 2 août 1980 : le terrorisme de la contre-révolution continuait à frapper

**La vague des massacres fascistes, qui avait débuté le 12 décembre 1969 à la Banca Nazionale dell'Agricoltura de la Piazza Fontana à Milan, atteignait son apogée tragique à la gare de Bologne : 85 morts, 200 blessés !**

45 ans après cet attentat, la vérité judiciaire a été établie selon le parquet de Bologne sur le massacre, sur ses auteurs et, au moins en partie, sur ses commanditaires. Mais aucune explication politique n'a jamais été donnée, si ce n'est en termes de « stratégie de la tension » : c'est-à-dire une stratégie conçue, planifiée et mise en œuvre par des groupes et des organisations qui cherchaient à empêcher les partis de « gauche » – PCI, PSI, PSDI – et les tendances de gauche du parti conservateur

et catholique le plus puissant, la Démocratie Chrétienne, de gouverner l'Italie ; des groupes et des organisations reliées entre elles et dirigées par la loge maçonnique P2 qui avait étendu son influence dans les forces armées, la police fiscale et les services secrets. Ce massacre, comme d'ailleurs les précédents, de la Piazza Fontana au train Italicus, à la Piazza della Loggia de Brescia, aux Georgofili de Florence jusqu'à Bologne et aux autres sites de Milan et Rome où des charges explosives avaient été placées

mais n'avaient pas explosé, faisait partie d'un projet de désarticulation des institutions démocratiques dans le but de favoriser un changement radical du système gouvernemental issu de la victoire alliée dans la Deuxième Guerre mondiale contre le fascisme, comme l'avait déjà tenté auparavant le soi-disant coup d'État bourgeois.

Les racines réactionnaires et fascistes de ces massacres provoquèrent la réaction politique de tous les partis de la démocratie bourgeoise, depuis les li-

béraux jusqu'aux républicains en passant par les démocrates-chrétiens, les sociaux-démocrates et les « communistes » togliattiens : tous firent appel à l'antifascisme et à l'unité nationale afin que le peuple soutienne leur combat pour la défense de la démocratie parlementaire contre la dérive autoritaire.

Cette démocratie montrait, en réalité, une faiblesse sociale due principalement, après la fin de la guerre mondiale, à la quinzaine d'années pendant lesquelles la « reconstruction de l'économie nationale » avait exigé et continuait d'exiger sacrifices sur sacrifices aux masses prolétariennes, tant sur le plan des conditions de vie que sur celui des conditions de travail. En avril-mai 1945, la guerre prit fin, mais la lutte des travailleurs pour défendre leurs conditions de vie continua. Avec la victoire des démocraties occidentales sur le nazisme et le fascisme, l'Italie tomba sous la domination politique et sociale des Anglo-Américains et sous la domination économique et militaire des États-Unis. La libération tant attendue du totalitarisme fasciste fut obtenue non seulement grâce à la victoire militaire des Alliés, mais aussi grâce au « *passage des partis communistes à la stratégie du grand bloc antifasciste, exacerbé par les discours de collaboration nationale dans la guerre anti-allemande de 1939, des mouvements partisans, des comités de libération nationale, jusqu'à la honte de la collaboration ministérielle* » (1), passage qui a marqué – après la dégénérescence stalinienne du mouvement révolutionnaire mondial – la deuxième défaite du mouvement prolétarien. C'est ainsi que la République italienne démocratique s'est retrouvée à transformer son « impérialisme en haillons » en une soumission totale aux intérêts impérialistes américains.

Depuis lors, rien de ce qui se passait en Italie que ce soit sur le plan économique, politique, diplomatique, social ou encore plus militaire, ne pouvait plus répondre à la « souveraineté nationale » tant vantée, à une réelle indépendance vis-à-vis de Washington. Les dollars nécessaires à la reconstruction d'après-guerre apportèrent avec eux la création de bases militaires de l'OTAN – donc américaines –, la CIA et les ingérences systématiques dans la conduite politique des gouvernements successifs. Par conséquent tout ce qui pouvait entraîner un renforcement politique des partis liés idéologiquement (et financièrement) à Moscou – alliée dans la guerre contre l'Allemagne, mais adversaire impérialiste dans le partage des zones d'influence en Europe et dans le monde – et qui donnait au mouvement prolétarien la possibilité de reprendre la lutte de clas-

se, était combattu par tous les moyens disponibles (et Washington en avait de toutes sortes), y compris ceux liés au terrorisme d'État ou au terrorisme noir, selon les traditions historiques et politiques du pays concerné.

Un massacre comme celui de Bologna tua des citoyens sans défense ; dans quel but ?

« *Ce geste semble terriblement gratuit – écrivions-nous en août 1980 – et d'une inutilité effrayante si on le mesure à l'aune des objectifs immédiats d'une organisation donnée* » (2). Il a servi – comme tous les massacres précédents et suivants – à semer la terreur : « *La terreur non pas d'une classe sociale distincte, d'une catégorie politique précise, d'une classe déterminée, mais la terreur généralisée et aveugle, la terreur des gens qui passent dans la rue, qui prennent le train au moment des vacances, la terreur de tous* ». Il a servi « *à souligner l'impuissance générale face à des forces « obscures » qui peuvent, si elles le veulent, intimider tout le monde, en utilisant tel ou tel partisan délirant du nazisme et fanatique du bain de sang rénovateur, dont la découverte n'a en réalité rien révélé (comme l'ont démontré les massacres de la Piazza Fontana et de la Piazza della Loggia)* ». Une chose est désormais certaine : même si les enquêtes judiciaires parviennent à creuser et à découvrir, en se frayant un chemin parmi mille fausses pistes, faux témoignages et prescriptions, elles parviennent parfois à identifier les exécutants et peut-être les complices, mais jamais les véritables commanditaires.

Si l'objectif de ces massacres était de séparer la DC du PCI, c'est-à-dire d'empêcher que le « compromis historique » de Berlinguer ne se réalise entre les deux principales forces politiques, le résultat obtenu a été exactement le contraire : l'État ne s'est pas affaibli, la démocratie, bien que corrompue jusqu'à la moelle, n'a pas cédé la place à un autoritarisme fasciste ouvert ; les massacres n'ont fait que revigorer une démocratie qui a historiquement tendance à se décomposer, à fournir à la politique gouvernementale d'un capitalisme de plus en plus plongé dans les crises économiques et sociales, une thérapie, composée de collaboration de classe et d'unité nationale « antifasciste », « antiterroriste », capable de reconnaître à l'État la mission que la classe bourgeoise dominante lui a confiée, à savoir « *rassembler toutes les classes, réunir sous son égide tous les intérêts, tous les amoureux de la paix dans la guerre contre la violence qui vient de loin...* ».

Pour le marxisme, il n'y a pas de forces obscures dans la réalité capitaliste :

la violence aveugle, la soif de sang ne sont que l'expression du terrorisme d'État contre-révolutionnaire que la classe dominante met en œuvre même si le danger d'une insurrection révolutionnaire du prolétariat n'est pas imminent, même si les luttes que les prolétaires sont spontanément poussés à mener, guidés et influencés par mille courants opportunistes et contre-révolutionnaires, ne mettent en danger ni l'économie des entreprises, ni l'économie nationale, et encore moins le pouvoir politique de l'État. Ce type de terrorisme contre-révolutionnaire est **préventif** ; il se déclenche lorsque la situation sociale et politique entre en crise, générant les facteurs objectifs qui mettent les prolétaires dans les conditions de réagir sur le terrain de la lutte pour la survie, sur le terrain de l'affrontement avec le patronat, avec les forces de l'ordre, avec l'État bourgeois. La bourgeoisie a tiré les leçons des expériences historiques où le prolétariat a pris l'initiative de classe, s'est battu et s'est organisé pour défendre ses propres intérêts immédiats, rompant de fait la collaboration interclassiste qui le maintenait sous la domination patronale et de la classe dominante, favorisant ainsi la reprise et le développement de la lutte de classe et l'influence du parti révolutionnaire.

Il ne fait aucun doute que les puissances impérialistes d'aujourd'hui, plus nombreuses qu'au cours du XXe siècle, ont accumulé une force économique qui leur permet d'investir des ressources financières pour alimenter la collaboration de classe, pour la renforcer soit en finançant directement des salaires plus élevés à l'aristocratie ouvrière, soit en finançant des associations, mouvements, groupes, partis et initiatives sociales, scolaires, culturelles, religieuses et artistiques, grâce auxquels elles peuvent répandre les illusions de bien-être et de paix, et habituer les prolétaires à attendre des autorités, des institutions et de l'État qu'ils apportent une réponse à leurs problèmes. Les ressources les plus importantes que la classe dominante utilise socialement servent au contrôle des masses prolétariennes, afin qu'elles n'aient ni le temps ni l'énergie à consacrer à leur propre vie, à la défense de leurs intérêts réels, et qu'elles soient prêtes à être enrôlées dans l'unité nationale chaque fois que la bourgeoisie fait appel à elles pour défendre la démocratie, l'économie nationale, la nation, les frontières sacrées contre tout type d'agression « interne » ou « externe », qu'il s'agisse de « forces obscures » ou d'États adversaires.

Le prolétariat pourra faire sentir sa

( Suite en page 16 )



## 2 août 1980 ...

( Suite de la page 15 )

puissance sociale à condition de rompre avec la collaboration de classe, de lutter et de s'organiser indépendamment des forces bourgeoises et opportunistes, en plaçant exclusivement la défense de ses intérêts immédiats de classe au centre de ses luttes. Il réalisera alors, sur la base de sa propre force de classe, que les « *forces obscures* » contre lesquelles la classe dominante l'appelle à lutter pour défendre un pouvoir politique répressif et un système social et économique exploiteur, ne sont rien d'autre que les forces de la contre-révolution bourgeoise toujours actives dans les méandres du pouvoir capitaliste, et dénoncées de manière épisodique comme un danger pour la démocratie et la stabilité sociale, dans le seul but de détourner les réactions prolétariennes potentielles aux crises capitalistes cycliques vers le terrain de la conservation bourgeoise et capitaliste.

La réponse prolétarienne au terroris-

me de la contre-révolution bourgeoise ne peut être que la reprise de la lutte de classe ; cette lutte ne se fonde pas sur des vérités ou des mensonges judiciaires, mais sur l'antagonisme de classe ouvert qui, dans son développement, n'a d'autre but que la conquête du pouvoir politique : à la dictature de la classe bourgeoise, exercée avec toutes les forces obscures de la jungle parlementaire, maçonnique et autre le prolétariat répondra par la lutte de classe ouverte qui annonce la révolution.

3/08/2025

(1) Voir notre texte fondamental «Éléments d'orientation marxiste», Textes du Parti communiste International n°4, [https://pcint.org/40\\_pdf/18\\_publication-pdf/FR/04\\_elements-orientation-marxiste-w.pdf](https://pcint.org/40_pdf/18_publication-pdf/FR/04_elements-orientation-marxiste-w.pdf)

(2) cf. « sulla strage di Bologna. Il terrorismo della controrivoluzione », sur le journal du parti de l'époque, *il programma comunista*, n° 16, 31 août 1980. Les citations suivantes sont tirées de ce même article.

## El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

Nº 36 / Octubre de 2025

- Oriente Medio, un escenario en el que la normalidad es la guerra de todos contra todos
- De los Mozos ha hablado...
- De la guerra comercial a la guerra armada, una espiral que solo puede romperse con la lucha revolucionaria de clases del proletariado
- Amadeo Bordiga convertido en mercancía como «personaje histórico»
- Incendios, ¿casualidad? ¿tragedia? No, beneficio capitalista y control democrático
- El objetivo del proletariado palestino no es una imposible «patria palestina»
- Intento de pogromo y razias contra los inmigrantes en Torre Pacheco Una única salida : la lucha de clase, por encima de toda división nacional, étnica o racial
- Desde el mundo del trabajo... Sobre la huelga del metal de Cádiz

Precio del ejemplar : Europa : 1,5 €, 3 CHF ; América latina : US \$ 1,5 ; USA y CAN : US \$ 2.

## — Vie du parti —

### Pourquoi nous appelons-nous «PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL»?

Lors de la réunion du parti qui s'est tenue à la mi-décembre de l'année dernière dans le Trentin (Italie), nous avons voulu répondre à la question que nous posent souvent lecteurs et détracteurs : vous vous déclarez communistes, soit, mais vous n'êtes qu'une poignée, quel sens cela a-t-il de vous appeler *parti*, et par ailleurs *international* ?

Durant des décennies, notre parti a très souvent été confronté à ce genre de questions ; des questions sur sa nature et son fonctionnement, parfois dans le but de mieux comprendre nos positions, parfois dans le but à peine voilé de nous critiquer. Il peut être utile de rappeler comment, au fil des ans, le parti a répondu à ces questions, ne serait-ce que dans le but de mieux caractériser et rendre public notre travail. La polémique politique avec nos adversaires – qui dégénère souvent en sophisme creux lorsqu'il s'agit de partis bourgeois ou faussement prolétariens – a également l'utilité de rendre nos positions invariables plus claires et plus nettes, sans jamais modifier la ligne tracée par le programme historique de la classe prolétarienne. Cette caractéristique constitue un argument suffisamment important

pour lui consacrer un bref espace dans le présent exposé.

Tout d'abord, on nous a demandé pourquoi nous avons pris le nom de *Parti Communiste International*. Ce nom comporte trois parties qu'il faut clarifier : 1) *Parti* ; 2) *Communiste* ; 3) *International*. Nous avons montré dans le rapport de la réunion précédente (1) comment le parti prolétarien de classe se différencie historiquement des autres partis politiques, en caractérisant ses traits généraux.

Il est important de préciser pourquoi, dans la situation actuelle, nous revendiquons encore le nom de *Parti*, malgré les forces limitées dont nous disposons. En effet, convaincus de la nécessité d'une adhésion réelle et profonde aux positions et aux méthodes du Parti, nous avons renoncé à toute manie activiste d'élargissement forcé de nos rangs. D'autres, à notre place, ont voulu prendre les noms confus de *Groupe*, de *Tendance*, de *Mouvement* ou de toute autre unité politique informelle, qui ne soit pas limitée par les règles stratégiques et tactiques strictes d'un véritable parti. Pourquoi n'avons-nous pas, nous aussi, adopté de telles dénominations ?

La réponse est en réalité simple. Le **Parti** a conservé cette définition, non pas pour donner une image formelle de grandeur, mais pour revendiquer historiquement sa fonction.

Dans notre presse, nous parlons de *parti historique* et de *parti formel* et ce n'est pas un hasard : s'il est vrai que le parti de classe prolétarien est l'organisation qui porte le programme historique d'une *partie organisée de la société* en opposition à la bourgeoisie dans son ensemble (c'est-à-dire la classe prolétarienne), il est alors évident que les forces physiques qui se réfèrent à ce *parti historique* et le défendent doivent être définies comme un *parti formel*. Ce parti connaîtra des vicissitudes, il grossira ou diminuera en nombre, il deviendra plus ou moins influent temporairement, mais inexorablement, à mesure que la lutte de classe se développera, il restera programmatiquement destiné à diriger la révolution prolétarienne. De notre part, il est donc nécessaire de revendiquer notre organisation en tant que *Parti*, car elle fait partie intégrante de notre activité théorique et politique liée à l'histoire réelle du Parti Communiste International d'hier, et aussi de revendiquer ce que nous avons été, ce que nous sommes et ce que nous représentons non seulement aujourd'hui, mais surtout *en perspective*. Bien que réduisant considérablement nos forces physiques, la crise explosive de 1982-1984 a en vérité perfectionné notre capacité à

défendre la route correcte grâce au grand bilan politique réalisé, nécessaire alors et aujourd'hui pour poursuivre un travail politique sérieux en tant que communistes révolutionnaires.

Le Parti se définit comme **communiste** en raison de sa stricte continuité avec la doctrine de Marx et Engels, réaffirmée avec force par Lénine et la Gauche communiste d'Italie. Il s'agit d'une vision complète de l'histoire du monde, des sociétés qui se sont succédées au cours des millénaires et adhérant pleinement à l'objectif historique du communisme, c'est-à-dire d'une société sans classes, d'une société de l'espèce, en passant par la révolution prolétarienne internationale pour la dictature du prolétariat exercée par son parti de classe, le parti communiste international. Avec ce nom, nous revendiquons donc une continuité avec l'œuvre de Marx et Engels dans la Première Internationale, avec la Commune de Paris, avec le bolchévisme de Lénine dans la Deuxième Internationale, avec la Révolution d'Octobre, la dictature prolétarienne de Lénine, avec les bases théoriques, programmatiques, politiques, tactiques et organisationnelles des deux premiers congrès de l'Internationale Communiste et avec la lutte contre toutes ses concessions et toutes ses déviations jusqu'à sa dénaturation et sa subversion par le stalinisme. Plus précisément, nous nous réclamons de la Gauche Communiste des années 1918-1926 (et plus précisément encore, à celle dite « italienne »), à la fondation du Parti Communiste d'Italie et à sa direction par la Gauche communiste d'Italie. La dégénérescence stalinienne du parti bolchévique et de l'Internationale Communiste, combinée à l'absence de révolution prolétarienne en Europe occidentale et à l'isolement consécutif du pouvoir prolétarien et communiste en Russie, a facilité la réaction contre-révolutionnaire des puissances impérialistes (démocratiques et fascistes) et l'écrasement du mouvement révolutionnaire en Russie, en Chine et dans le monde, amenant le mouvement prolétarien à embrasser la cause bourgeoise sous les bannières de l'« antifascisme », de la « reconquête de la démocratie » et du *national-communisme*. Le parti de classe fut ainsi complètement détruit, falsifiant le marxisme depuis ses fondements, à travers la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Face à ce désastre, les communistes révolutionnaires n'avaient d'autre choix que d'assurer la difficile tâche de restauration théorique du marxisme, comme l'avait fait Lénine dans les deux premières décennies du

XXe siècle, mais dans une période historique totalement défavorable à la révolution prolétarienne. Après la Seconde Guerre mondiale, à la tâche de restauration de la doctrine marxiste s'ajoutait celle de la reconstitution du Parti de classe sur des bases théoriques solides et sur celles du nécessaire bilan dynamique de la contre-révolution, tâche accomplie avec ténacité dans les batailles de classe contre toute déviation, principalement contre le démocratisme, l'activisme et l'indifférentisme. Le marxisme révolutionnaire que nous portons a donc tout à fait le droit, et même le devoir, d'être appelé *communisme*, sans aucune préoccupation et même fièrement, comme Marx et Engels le disent dans leur *Manifeste*.

Enfin, le parti est **international**. Les raisons en sont multiples. D'une part, il faut reconnaître que la revendication historique de l'expression *Parti Communiste International* est également antérieure au changement de nom opéré en 1965 avec l'expansion de notre parti dans d'autres pays que l'Italie (2) : rappelons l'intervention de Zinoviev sur la nécessité d'un *Parti Communiste Mondial* incarné par l'Internationale Communiste. D'autre part, pour clarifier le sens dans lequel nous revendiquons le nom de *Parti Communiste* (comme Marx et Engels le revendiquaient en 1848), il faut souligner que la revendication du communisme ne peut se limiter aux frontières d'une nation. Pour le marxisme, le communisme « national » n'existe pas, il est par nature international depuis 1848, date à laquelle Marx et Engels rédigèrent à dessein le *Manifeste du parti communiste* pour le compte de la Première Internationale, sans aucune déclinaison spécifiquement nationale. Seule la classe bourgeoise a intérêt à exalter les valeurs nationales, en rappelant son passé révolutionnaire ; des valeurs que le développement international du capitalisme lui-même n'a cessé de remettre en question. Bon gré mal gré, la classe bourgeoise naît nationale ; elle devient une classe internationale poussée par le mode de production sur lequel repose sa domination de classe, en raison des contradictions de plus en plus fortes qui caractérisent les rapports de production et de propriété bourgeois, mais elle ne perd jamais sa nature nationale. Au contraire et précisément parce qu'elle est la classe des sans-réserves, expropriée de tout sauf de sa force de travail individuelle, la classe prolétarienne est par nature internationale, car sa marchandise – à savoir la force de travail – est vendue contre un salaire dans n'importe quel coin du monde.

D'un point de vue formel et organisationnel, notre parti d'hier a hérité du

nom de *Parti communiste internationaliste*, transmis par le groupe d'anciens camarades de la Gauche communiste de 1921 qui n'avaient pas cédé au stalinisme et qui entendaient non seulement défendre le patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste, comme ils l'avaient fait pendant le fascisme et la guerre, mais aussi reconstituer formellement le parti de classe que le stalinisme avait détruit. Notre parti d'hier, en vertu de son réseau organisationnel qui s'étendait de l'Italie à plusieurs pays, a décidé de s'appeler « PC International », abandonnant le terme « PC Internationaliste » aux groupes qui avaient rompu avec le parti constitué sur la restauration théorique et le bilan de la contre-révolution stalinienne, comme en 1952 *battaglia comunista*, et comme en 1964 *rivoluzione comunista*, sur des bases activistes et démocratiques. Mais avec la prolongation pendant des décennies de la période contre-révolutionnaire et la dépression généralisée du mouvement ouvrier, l'activisme, le contingentisme et l'indifférentisme ont été des facteurs de crises supplémentaires qui ont secoué le parti, jusqu'à sa crise explosive de 1982-84.

Il existe d'autres groupes qui, à tort, continuent d'utiliser la dénomination de « parti communiste international » même après leur rupture avec notre Parti d'hier. Pendant des décennies, à partir de la dégénérescence stalinienne, les partis qui avaient complètement transfiguré le parti communiste révolutionnaire d'origine ont continué à se définir comme « partis communistes » ; cela leur a permis de conserver longtemps une influence décisive sur les masses prolétariennes de leurs pays respectifs, en les dupant sur la véritable signification du terme communiste – donc marxiste, révolutionnaire, antibourgeois, antidémocratique, antiréformiste, antilégaliste, antinational, antipacifiste – en l'assimilant à démocratique, réformiste, légaliste, nationaliste, pacifiste. Mais leur opportunisme contre-révolutionnaire, tout en falsifiant de long en large le marxisme et son histoire, n'a pas réussi à détruire la solidité de la théorie marxiste, donc du communisme révolutionnaire, tout comme Kautsky et la social-démocratie de la Deuxième Internationale n'ont pas réussi à empêcher l'œuvre de restauration théorique et politique de Lénine. Les différentes tendances opportunistes que représentent ces partis et ces groupes prétendument liés à la Gauche communiste italienne sont en réalité une arme entre les mains de la classe bourgeoise dominante contre laquelle les communistes révolutionnaires

( Suite en page 18 )

## Pourquoi nous appelons-nous «PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL» ?

( Suite de la page 17 )

res ont le devoir de lutter – peu importe si, dans une période historique défavorable, même aussi longue que celle que nous traversons actuellement, ne sont qu’une poignée de militants qui se tiennent fermement la main (vous vous souvenez de Lénine ?) –, car lorsque la situation générale fera mûrir les facteurs favorables à la lutte de classe prolétarienne et à sa révolution, il sera vital que le noyau de communistes révolutionnaires qui s’est maintenu fermement, tout au long de la longue période contre-révolutionnaire, sur les bases théoriques et programmatiques du marxisme, représente réellement l’organe indispensable à la conduite et à la victoire de la révolution prolétarienne et communiste : le parti de classe, le parti communiste international.

Même si depuis le stalinisme, le concept marxiste et léniniste de la dictature du prolétariat a été complètement dénaturé, nous ne modifions pas la revendication de la *Dictature du prolétariat* et nous ne modifions pas non plus la revendication du *Parti communiste international*. Pour nous, il n’avait et n’a aucun sens de modifier le nom du parti après sa crise de 1982-84 : quelle autre définition le parti pourrait-il avoir, après la longue lutte contre le stalinisme et toutes les autres variantes opportunistes qui ont suivi, pour représenter la continuité théorique, programmatique, politique, tactique et organisationnelle, si ce n’est celle de **Parti communiste international** ? Chacun de ces termes représente une revendication à la fois théorique et politique. Ce sera l’histoire de la lutte des classes qui rendra son verdict final, comme lors de la révolution d’octobre 1917, les communistes révolutionnaires, les marxistes, appelés « bolcheviks » par contingence, ont réussi à conquérir une influence déterminante sur le prolétariat non seulement russe, mais international. Il en sera de même un jour pour les communistes révolutionnaires qui, dans la longue lutte pour la défense du marxisme, de sa restauration par Lénine et du patrimoine politique de la Gauche communiste d’Italie, auront maintenu le cap contre tous les vents contraires, contre toute accélération illusoire de la lutte révolutionnaire par des expédients et des concessions opportunistes.

En 1952, le changement de titre du

journal du parti, de *Battaglia Comunista* à *Il Programma Comunista*, et en 1984, le changement de titre du journal du parti en Italie, de *Il Programma Comunista* à *Il Comunista*, ont été motivés uniquement par les actions judiciaires bourgeoises engagées contre le parti, sans affecter en rien la ligne politique qui relie le parti d’aujourd’hui à celui d’hier. Pour dissiper toute confusion, nous avons toujours pris soin d’indiquer quels étaient nos organes et nos titres dans les différentes langues, afin de toujours clarifier la provenance de nos documents.

Revendiquer ce nom nous charge sans aucun doute d’un grand poids sur les épaules, mais conscients de l’immense tâche que l’Histoire elle-même nous impose à l’époque actuelle de crises périodiques de plus en plus rapprochées, dont les convulsions secouent le monde et préparent un nouveau massacre belliciste sur le dos des prolétaires, nous nous sentons, et nous nous sentons, dans l’obligation d’adopter une position encore plus intransigeante que celle qui avait été prise dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. En ce qui nous concerne, cela signifie mettre en avant obstinément les positions caractéristiques et l’organisation propre au Parti, sans aucune illusion démocratique sur son fonctionnement interne. Il ne fait en effet aucun doute sur la nature radicalement antidémocratique de notre Parti dans toutes ses expressions, non seulement théorico-politiques, mais aussi tactico-organisatives.

Notre position, qui défend le principe du *centralisme organique* en critiquant radicalement le *principe démocratique* sous toutes ses formes, se traduit également dans l’organisation effective du Parti. Aujourd’hui comme hier, celui-ci est dépourvu des inutiles formalismes et discussions sur les thèses et les textes fondamentaux qui constituent le patrimoine réel du parti. La théorie marxiste n’est pas un atout à se disputer hasardeusement après la mort de Karl Marx : c’est une méthode intégrale de compréhension du monde, d’évaluation de la situation socio-économique, de lutte contre la société capitaliste qui, dans son développement toujours plus dévastateur, ne fait que pousser l’humanité vers des régimes toujours plus oppressifs et répressifs, vers la famine, la misère et la guerre. Elle n’a pas besoin de révisions, de corrections momentanées, d’engouements passagers, de votes à la majorité pour être appliquée : elle exige tout le contraire. Chaque vote à la majorité du soi-disant *centralisme démocratique* tue le sens même d’une théorie scientifique – la science

étant réellement antidémocratique en toute circonstance. L’histoire a en effet démontré que toute tentative d’instaurer une « démocratie socialiste » (voir, par exemple, la Commune de Paris) échoue précisément dans la partie où se rejoignent socialisme et démocratie. Aux communistes menant une lutte héroïque, Marx a reproché uniquement leur manque de résolution et les élections continues, qui empêchaient la Garde nationale et les forces insurgées de vaincre plus rapidement les troupes versaillaises. Et même dans le cas de la révolution d’Octobre et de l’instauration de la dictature du prolétariat, ce qui empêcha le prolétariat russe et le parti bolchevik dirigé par Lénine de céder aux sirènes de l’opportunisme populiste et social-révolutionnaire, c’est précisément leur intransigeance à résister à toute concession au principe démocratique, alors même qu’une double révolution était à l’ordre du jour en Russie ! Le bolchévisme russe a commencé à perdre sa solidité programmatique et théorique, si fièrement déclinée dans les textes constitutifs de l’Internationale Communiste et réaffirmée avec une grande force dans les thèses de son deuxième congrès, lorsqu’il a commencé à utiliser des expédients tactiques afin de renforcer l’emprise des partis communistes occidentaux sur le prolétariat de leurs pays.

Conscients de la nécessité de résumer nos positions caractéristiques de manière à être compréhensibles pour tous, nous avons décidé de placer la manchette *ce qui distingue notre parti* sur tous nos organes de presse : ceux qui souhaitent obtenir plus d’informations sur nos thèses peuvent toujours consulter la nouvelle série en italien de *Tesi e testi della Sinistra Comunista*, en plus des nombreux textes déjà publiés en différentes langues par le Parti au cours de sa longue histoire et à disposition sur notre site <https://www.pcint.org>.

(« il comunista », No 185, Gennaio-Febbraio 2025) ●

(1) « Il Partito di classe proletario e gli altri partiti politici », in *Il Comunista*, n°183, p. 11

(2) À ce sujet, voir « Il Partito comunista Internazionale nel solco delle battaglie di classe della Sinistra Comunista e nel tormentato cammino della formazione del partito di classe », vol. I, Edizioni Il Comunista, en particulier le chapitre 22 (pp. 172-184). Accessible en pdf sur notre site [https://www.pcint.org/17\\_CatEdProg/Catalogue.htm](https://www.pcint.org/17_CatEdProg/Catalogue.htm).

## Avis aux internautes et aux lecteurs

Le groupe qui s'est séparé en 1973 de notre parti sur des questions fondamentales telles que la conception du parti et son action, et qui s'est organisé à Florence (Italie) avec un journal intitulé *Il Partito comunista (Le Parti communiste)*, se présentant comme « organe du Parti Communiste International », a récemment subi une scission – dont il n'a d'ailleurs, pas plus que l'autre fraction, jugé utile d'expliquer les causes à ses lecteurs. Après cette scission, pour des raisons juridiques, son journal a changé de titre : depuis juillet-septembre 2024, il s'appelle *Il Partito Comunista Internazionale*, du même nom que le parti (1) tandis qu'il a conservé son site internet ([international-communist-party.org](http://international-communist-party.org)). Depuis quelque temps, ce groupe diffuse documents et informations par le biais d'une newsletter appelée : *[PCInt]Newsletter*. À la confusion déjà existante, causée par l'existence de plusieurs groupes politiques issus de scissions de l'ancien « Parti Communiste International-II programma comunista », ce titre ajoute un élément de confusion supplémentaire, PCInt étant une abréviation que nous utilisons depuis des

décennies ainsi que l'acronyme de notre site internet depuis sa création.

Aujourd'hui, dans une période persistante de profonde contre-révolution et de dépression dramatique de la lutte de classe prolétarienne, il existe une myriade de groupes qui se disent « communistes » ou « révolutionnaires » ; il y aussi des groupes qui se revendiquent comme les héritiers ou les seuls continuateurs de la Gauche communiste d'Italie et du parti communiste international constitué après la Seconde Guerre mondiale – et qu'ils ont trahi chacun à leur tour.

De notre côté, pour nous distinguer des autres groupes, nous faisons suivre le nom du parti du titre de la publication dans la langue correspondante. Face aux semeurs de confusion, nous n'avons rien de plus à faire que de mener la bataille de classe et la critique théorique et politique avec le maximum de clarté, selon les préceptes de la théorie marxiste et l'expérience historique du bolchevisme et de la Gauche communiste italienne. Ce ne sont pas les proclamations ni les titres de publications, mais les faits réels de la lutte de classe prolétarienne et l'action politique qu'elle mène qui démon-

treront quelle organisation de parti représente effectivement la **conscience de classe** du prolétariat au niveau international et laquelle est capable de se mettre donc à la tête des couches les plus avancées du prolétariat pour les guider vers la révolution anticapitaliste. ●

1) Dans les autres langues (anglais, turc) leurs publications ont repris cette même appellation alors qu'ils continuent à publier en italien leur revue théorique sous l'ancien nom « *Comunismo* » (tout en continuant imperturbablement dans les différentes publications la numérotation originale). L'autre fraction, qui a créé un nouveau site ([intcp.org](http://intcp.org)), a intitulé *The International Communist* son journal en anglais et conservé les titres en italien *Il Partito Comunista* et... *Comunismo*.

### Strana a trída I.

#### Strana a trída v marxistické doktríne

(Brožura c. 1 - Kveten 2025, formát A5; 48 stran; cena 90 Kč / € 2)

## Tunisie A Gabès le capitalisme empoisonne

Depuis le début du mois d'octobre, la ville de Gabès dans le sud tunisien est le théâtre de manifestations et d'émeutes contre la pollution provoquée par le complexe industriel du Groupe Chimique Tunisien (GCT), auxquelles le gouvernement a répondu par plus d'une centaine d'arrestations. Malgré cette répression, le 21 octobre des dizaines de milliers de personnes ont mani-

festé dans la ville (la plus grande manifestation que n'ait jamais connue la Tunisie) où une grève générale était très suivie, et d'autres manifestations ont suivi.

Ce qui a fait éclater la colère de la population, c'est le nombre de personnes hospitalisées début septembre pour troubles respiratoires (plus de 300) y compris des écoliers, suite aux émana-

tions de gaz toxiques par les usines du GCT. Il s'agit en fait d'un véritable **empoisonnement chimique** dénoncé depuis longtemps par les habitants de la région.

Le complexe industriel a été implanté sur la côte méditerranéenne, à Gabès, au début des années 1970 du siècle dernier pour transformer le phosphate extrait des mines de Gafsa en acide phosphorique et engrais agricoles destinés à l'exportation. L'empoisonnement de l'air et de l'eau au fil de années a été les conséquences de l'activité de ces usines très polluantes qui rejettent leurs déchets dans la mer, sur terre et dans l'atmosphère.

Le golfe de Gabès autrefois très poissonneux et qui était une réserve de biodiversité marine est devenu le « cimetière de la méditerranée » : il n'a pas résisté au déversement sans traitement en mer depuis 1972 de plus de 500 millions de tonnes de phosphogypse. Sous-produit du traitement du minerai par l'acide sulfurique dans la production d'engrais, le phosphogypse libère divers éléments toxiques, acidifie l'eau, émet du gaz radon radioactif et contient des éléments radioactifs. Aujourd'hui certaines plages environnantes ont des taux de radioactivité 3 à 4 fois plus élevés que la limite internationalement recommandée. Les rejets



( Suite en page 20)



## Tunisie A Gabès le capitalisme empoisonne

( Suite de la page 19 )

sans traitement du phosphogypse et des autres déchets industriels solides, liquides et gazeux ont également ravagé l'environnement de l'oasis côtière où la palmeraie a été détruite à 90 % ; ils ont eu de graves conséquences sur la santé des ouvriers et des habitants : mortalité prématurée pour cause de cancers et maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires chroniques, fluoroses, malformations congénitales des nouveau-nés, etc. (1)

Après la chute de Ben Ali, les manifestations contre la pollution causée par le GCT ont pu se déployer et en 2013, après un blocage du site, le groupe avait accepté d'arrêter les rejets en mer – ce qu'il n'a jamais fait – tandis que le gouvernement d'Ennahda faisait un chantage à l'emploi (avec 4000 salariés, le GCT est le plus gros employeur dans une région où le taux de chômage est de 25 %) pour défendre l'entreprise. La mobilisation reprit en 2017 en demandant maintenant, non plus la diminution de la pollution, mais la fermeture du site. Le 27 juin 2017 un accord était finalement signé pour le démantèlement progressif du site à Gabès sur une durée de huit ans ; les huit ans sont écoulés et non seulement il n'en est rien, mais la vétusté croissante des installations a augmenté encore la pollution en multipliant des fuites de gaz.

Devant l'émotion causée par l'intoxication d'élèves, le président Kaïs Saïed a parlé dans un discours début septembre d'un crime contre la santé de la population commis depuis 50 ans et il a promis d'agir pour que les habitants respirent de l'air pur.

Mais il a oublié de rappeler que son gouvernement a décidé en mars de cette année de retirer le phosphogypse de la liste des produits dangereux en même temps qu'il prévoyait de quintupler la production de phosphate, en raison de son rôle-clé pour la croissance économique, et d'installer une usine de production d'ammoniac à Gabès pour alimenter le GCT dans le cadre d'un grand projet de production d'« hydrogène vert » à destination de l'Europe par le GCT, projet porté par Total et d'autres grandes sociétés européennes (2). Bien loin du démantèlement du site promis, il s'agit de son extension !

Quel que soit le gouvernement, dictatorial ou démocratique, islamique ou

laïc, il obéit aux lois du capitalisme, comme ont dû s'en apercevoir les jeunes militants de Gabès qui, paraît-il, avaient soutenu Kaïs Saïed en croyant à ses promesses (3). Voulant convaincre les autorités, les écologistes ont fait de savants calculs pour estimer les pertes d'exploitation subies par les pêcheurs, par les agriculteurs, par l'industrie touristique, les pertes causées à l'économie par les morts prématurées et les maladies des habitants à cause de la pollution provoquée par le GCT. Mais ces pertes-là n'entrent pas dans le cycle productif capitaliste de l'entreprise, alors que les dépenses pour investir dans des systèmes de sécurité, d'assainissement, de dépollution ou pour déplacer les installations polluantes, entraîneraient une baisse correspondante du profit. Pour le capitalisme c'est cela qui est déterminant, pas les conséquences désastreuses sur les travailleurs et la population, du moins tant qu'elles ne gênent pas la continuation de son activité. Comme dit Marx, en se développant, le capitalisme épuise « *en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* » (4).

**A Gabès, c'est le capitalisme qui empoisonne, c'est lui qu'il faut combattre !**

28/11/2025

(1) <https://www.get.omp.eu/2024/12/la-mousse-de-phosphogypse-un-vecteur-de-pollution-industrielle-affectant-la-biodiversite-mediterranee-et-la-sante-des-populations-cotieres-de-gabes-se-de-la-tunisie/>

(2) La production d'« hydrogène vert » est fortement consommatrice d'eau, ce qui serait un problème supplémentaire dans la région de Gabès où l'activité du GCT a fortement réduit les quantités d'eau disponibles. Total est associé à une entreprise publique autrichienne, le projet devrait être financé par des prêts de diverses banques européennes. <https://www.leconomiste.maghreb.com/2025/03/23/tunisie-vers-la-creation-hydrogene-vert/>

(3) <https://mondafrique.com/politique/la-ville-de-gabes-dans-le-sud-tunisien-suffoque-et-se-souleve/>

(4) cf. Le Capital, « Le développement de la production capitaliste », Livre 1, section 4, ch. 15



Visitez notre  
site internet :  
[https://  
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

**Soutenez la presse  
internationale du parti !  
Souscrivez !**

... «le prolétaire» : Journal bimestriel ... «Programme communiste» : Revue théorique en français ... «il comunista» : Journal bimestriel en italien ... «Quaderni de "il comunista"» : Revue théorique en italien ... «el proletario» : Journal en italien ... «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol ... «Suplemento Venezuela» à «programa comunista» ... «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire» ... «Communist Program» : Revue théorique en anglais.

**Correspondance :**

**Pour la France :** Programme,  
15 Cours du Palais, 07000 Privas  
**Pour la Suisse :** Pour contact,  
écrire à l'adresse en France.

**Adresse e-mail :**  
[leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)

**SOUSCRIPTION PERMANENTE  
Quatrième liste 2025**

Paris: 1400,00 / Robert: 5,00

**Total liste : 1405,00**

**Total général : 9476,50**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

**Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 15 CHF / £ 10/5 DT/40 DA/20 DH/6\$ Can  
**Abonnement de soutien:** 15 € / 30 CHF / £ 15 / 12 \$ Can

**«Programme Communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 CHF / £ 3 / 200 DA / 25 DH / USA et CAN: US \$ 4  
**Abonnement:** le prix de 4 numéros.

**«il comunista»**, le numéro: 2 € / 5 CHF / £ 1,5.

**Abonnement :** le prix de 4 numéros.

**«el proletario»** Le numéro: Europe : 1,5€, 3 CHF, £ 1,5 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et CAN: US\$ 2.

**«el programa comunista»**, le numéro: 3€ / 8 CHF / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et CAN: US \$ 3.

**«Communist Program»**, le numéro: £ 4 / 4 € / 8 CHF / USA et CAN: US \$ 4

**«Proletarian»**, le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 CHF / USA et CAN: US \$ 2